



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

9315^e séance

Mercredi 3 mai 2023, à 15 heures

New York

Présidents : M^{me} Baeriswyl/M. Hauri/M^{me} Chanda (Suisse)

Membres :

Albanie	M. Spasse
Brésil	M. De Lima
Chine	M. He Zhiqiang
Émirats arabes unis	M ^{me} Alawadhi
Équateur	M ^{me} Barba Bustos
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Strainic
Fédération de Russie	M. Suprunenko
France	M ^{me} Aubert
Gabon	M ^{me} Ngyema Ndong
Ghana	M. Anyanah
Japon	M. Tamaura
Malte	M. De Bono Sant Cassia
Mozambique	M. Fernandes
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Weld-Blundell

Ordre du jour

Consolidation et pérennisation de la paix

Renforcer la confiance pour établir une paix durable

Lettre datée du 18 avril 2023, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2023/283)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est reprise à 15 heures.

La Présidente : Je rappelle aux orateurs et aux oratrices de bien vouloir limiter leur intervention à trois minutes maximum afin que le Conseil puisse mener à bien ses travaux dans les délais. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de trois minutes pour les inviter à conclure leur déclaration.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Lettonie.

M. Pildegovičs (Lettonie) (*parle en anglais*) : La Lettonie se félicite de la tenue du présent débat public de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Nous saluons le leadership démontré par la Suisse en organisant cette séance, et nous remercions tous les intervenants de leurs précieuses contributions.

La Lettonie s'associe à la déclaration qui sera faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

La Lettonie partage l'avis selon lequel la confiance est un ingrédient clef dans la consolidation et la pérennisation de la paix. Nous savons tous qu'il faut beaucoup de temps et de patience pour instaurer la confiance, mais qu'il est aussi très facile de la briser. C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'établir la confiance sur de bases solides, ce qui est susceptible de jouer un rôle crucial dans le maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

Premièrement, la confiance repose sur le respect des règles et des normes par tous ceux qui y ont souscrit. L'ordre international fondé sur des règles a été établi pour éviter que les pages les plus sombres de l'histoire du XX^e siècle ne se répètent. Par conséquent, chaque fois qu'un État tente de s'écarter de cet ordre, la communauté internationale doit s'alarmer au plus haut point. Un exemple clair est l'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, ainsi que d'autres principes clefs du droit international et du droit international humanitaire.

Il est impératif que tous les membres du Conseil de sécurité dénoncent avec la plus grande fermeté le comportement de la Russie et poursuivent leurs efforts pour mettre fin à son agression afin de préserver la confiance et la crédibilité de cet organe. La communauté internationale, en confiant des pouvoirs importants au Conseil, a toutes les raisons d'attendre de ses membres, en particulier des cinq membres permanents, qu'ils respectent les normes internationales au plus haut degré, plutôt que de les piétiner brutalement.

Deuxièmement, la confiance va de pair avec la confiance dans la capacité de la communauté internationale à gérer efficacement les crises et les défis et à les surmonter. De la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) à la crise climatique, nous sommes témoins de réponses incohérentes, ce qui fait que les groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles, sont souvent les plus exposés aux risques. Par conséquent, nous pensons que le renforcement de la résilience est une priorité importante dans le contexte de l'amélioration de la gouvernance aux niveaux local, régional et mondial, car il peut contribuer à absorber les chocs, à gérer les crises et à prévenir de nouvelles perturbations.

Si nous reconnaissons l'importance des efforts nationaux pour renforcer la résilience, nous savons que la communauté internationale, et l'ONU en particulier, ont un rôle important à jouer pour appuyer et coordonner ces efforts dans divers domaines, notamment la cybersécurité, l'énergie durable et l'éducation aux médias et à l'information.

Troisièmement, la Lettonie est fermement convaincue de l'importance de l'application du principe de responsabilité en tant que moyen d'instaurer la confiance et de pérenniser la paix. En tant que donateur au Fonds pour la consolidation de la paix et ancien membre de la Commission de consolidation de la paix, nous avons constaté que, dans de nombreuses initiatives réussies de consolidation de la paix, le principe de responsabilité effective et la justice ont joué un rôle clef dans la transition post-conflit, en aidant les communautés à se réconcilier avec le passé et à se concentrer sur la construction d'un avenir pacifique, alors qu'au contraire, l'impunité crée toujours un terrain fertile pour davantage de crimes, de violences et de souffrances.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut accorder plus d'attention au principe de responsabilité dans les délibérations sur la consolidation de la paix et le Nouvel Agenda pour la paix, qui doivent chercher à favoriser une collaboration plus étroite entre le Conseil de sécurité, la Commission de consolidation de la paix et le Conseil des droits de l'homme. Il est tout aussi important de garantir un financement adéquat pour l'exécution des mandats et des activités ayant trait à la consolidation de la paix et à la défense des droits humains.

Avant de terminer, je voudrais vous assurer, Madame la Présidente, de la détermination de la Lettonie à continuer de contribuer à nos efforts collectifs pour instaurer la confiance, élément central de la pérennisation de la paix.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Nouvelle-Zélande.

M^{me} Schwalger (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur de m'adresser au Conseil de sécurité durant la première présidence suisse du Conseil de sécurité. Je remercie la Suisse de son sens de l'initiative sur cette question importante.

Je fais la présente déclaration au nom du Canada, de l'Australie et de mon propre pays, la Nouvelle-Zélande (groupe CANZ).

En 1992, lorsque l'ancien Secrétaire général Boutros-Ghali a publié le premier Agenda pour la paix, il a défini le mandat moderne de l'ONU en matière de paix et de sécurité : diplomatie préventive, maintien de la paix et consolidation de la paix. Si les activités relevant de ces thèmes ont évolué depuis 1992, les ingrédients essentiels à l'instauration d'une paix durable restent les mêmes, à savoir la confiance, l'inclusion, la prévisibilité et la capacité d'adaptation. Malheureusement, il y a un manque de confiance dans la capacité du Conseil à s'acquitter efficacement de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales et à mettre en œuvre les résolutions sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Cette confiance a été ébranlée dans de nombreux contextes à travers le monde, et encore plus érodée par la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre un autre État Membre souverain, l'Ukraine.

C'est au Conseil de sécurité qu'incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales en vertu de la Charte. Il convient toutefois de rappeler à ses membres ce que dispose l'Article 24, à savoir que cette responsabilité est conférée au Conseil par l'ensemble des Membres de l'Organisation, et qu'en s'en acquittant, le Conseil agit en leur nom. Un an après l'invasion russe et 30 ans après le lancement des efforts d'actualisation par l'Agenda pour la paix, la réforme du Conseil de sécurité se fait toujours attendre.

L'instauration de la confiance dans la consolidation et la pérennisation de la paix passe par l'inclusion. Le groupe CANZ estime nécessaire de renforcer l'inclusion à plusieurs niveaux.

Premièrement, nous devons tenir nos engagements en faveur d'une participation et d'un leadership pleins, égaux et véritables des femmes dans tous les aspects de la paix et de la sécurité, comme l'ont souligné de nombreux orateurs ce matin. Nous devons tous nous employer à faire en sorte que les discours s'accompagnent enfin d'une action décisive.

Deuxièmement, nos trois pays participent aux efforts qui sont menés pour promouvoir la participation de tous nos différents peuples à nos propres processus politiques et de paix. C'est particulièrement vrai pour les Premières nations et les personnes autochtones. Nous ne sommes pas parfaits, loin s'en faut. Toutefois, nous nous engageons à garantir la pleine participation des groupes dont les voix ont été traditionnellement marginalisées. Nous pensons que le Conseil et l'ensemble du système des Nations Unies doivent faire de même.

Troisièmement, nous devrions renforcer le dialogue avec les organisations compétentes, et il faudrait que cela ne concerne pas uniquement l'Union africaine, l'Organisation des États américains, l'Organisation de la coopération islamique, l'Association de nations de l'Asie du Sud-Est et le Forum des îles du Pacifique. Une collaboration véritable avec ces organisations contribuerait à démocratiser le travail du Conseil et permettrait d'obtenir de meilleurs résultats sur le terrain.

Afin de garantir la paix, le Conseil de sécurité et tous les États Membres doivent veiller à ce qu'il soit toujours possible de compter sur le respect des cadres normatifs et juridiques que nous mettons en place ensemble. Sans ces règles et normes établies, qui favorisent la confiance, la transparence et la compréhension mutuelle depuis 70 ans et aident à trouver remède aux nouveaux problèmes qui se font jour, la paix continuera de nous échapper. En faisant primer la mise en place d'institutions résilientes, la protection et la promotion des droits humains et l'état de droit, on améliore les chances de voir advenir la paix.

Une paix durable passe également par un financement prévisible au profit de la consolidation de la paix. En 2023, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont engagés à verser à eux trois quelque 22 millions de dollars en contributions volontaires au Fonds pour la consolidation de la paix. Ils encouragent les États à donner sans tarder leur accord en ce qui concerne la proposition présentée à la Cinquième Commission tendant à ce que les contributions statutaires soient utilisées pour alimenter le Fonds. Pour garantir une paix durable, l'ONU doit adapter ses pratiques. Il faut notamment recourir aux données, à la science et à la technologie. Des outils et partenariats tels que la cellule d'innovation du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix sont de nature à mieux armer le Conseil face à certaines des difficultés qu'il rencontre et qui présentent un caractère évolutif. Les risques de sécurité liés au climat aggravent et exacerbent les problèmes de sécurité existants et mettent à rude épreuve des ressources déjà limitées. Une architecture

efficace pour la consolidation de la paix aiderait à contrer ces risques au Sahel, dans le bassin du lac Tchad, dans le Pacifique et ailleurs.

Enfin, alors que le Nouvel Agenda pour la paix prend forme, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande tiennent à ce que nous mettions tout en œuvre pour éviter les doublons et ne pas trop tirer sur la corde pour ce qui a trait aux efforts déployés par les Nations Unies. Nous sommes d'accord avec d'autres qu'il existe de nombreuses possibilités de renforcer la confiance pour établir la paix. Nous pouvons réussir si nous sommes collectivement déterminés à faire converger les formidables forces de l'ONU dans ses trois grands domaines d'action, les enseignements tirés des erreurs du passé, et des interventions plus inclusives, prévisibles et adaptables.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovénie.

M. Malovrh (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs contributions.

La Slovénie se rallie à la déclaration qui sera prononcée au nom de l'Union européenne, mais je tiens à faire les observations ci-après à titre national.

L'accent mis dans le débat d'aujourd'hui sur le renforcement de la confiance dans l'intérêt de notre avenir est important pour mon pays, la Slovénie, étant donné que la confiance est la pierre angulaire d'un multilatéralisme efficace et un facteur essentiel de la paix et de la sécurité mondiales. Une paix durable suppose d'adopter une approche holistique et inclusive au-delà des efforts déployés pour mettre fin aux conflits. Ainsi, la consolidation de la paix suppose que nous prenions l'engagement à long terme de déployer des efforts collectifs, en coordination, pour bâtir des sociétés résilientes, remédier aux causes profondes des conflits et promouvoir la bonne gouvernance et le développement durable. Face à la complexité des problèmes mondiaux, le Conseil de sécurité a tout intérêt à travailler en synergie avec d'autres organes de l'ONU et organismes des Nations Unies. Il serait notamment bon de consolider les liens et la coopération entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité.

La confiance et la résilience exigent une appropriation régionale, nationale et locale et des partenariats solides et inclusifs. La coopération entre l'ONU et les organisations régionales est donc cruciale dans le maintien de la paix et de la sécurité. La Slovénie est en faveur d'un financement prévisible et durable et du recours à des contributions statutaires de l'ONU pour les opérations

dirigées par l'Union africaine, comme l'a autorisé le Conseil de sécurité, et attend avec intérêt les discussions à venir sur la question. Il est essentiel de créer un environnement dans lequel tous les segments de la société puissent travailler ensemble et régler pacifiquement leurs divergences. Le consensus et la confiance nécessitent la participation inclusive de tous les membres de nos sociétés, notamment les femmes, les jeunes, les groupes marginalisés et les organisations de la société civile. Il faut impérativement que toutes les voix comptent, que tous les droits humains soient respectés et que la diversité soit accueillie à bras ouverts, car c'est seulement alors que nous pourrions remédier aux causes profondes des conflits et trouver des solutions qui forment le socle d'une paix durable. Par conséquent, nous saluons la réponse unie que le Conseil de sécurité a récemment opposée aux violations des droits humains et des libertés fondamentales des femmes par les Taliban en Afghanistan.

Nous devons faire davantage pour appuyer le rôle crucial des femmes dans la consolidation de la paix et les processus de décision. Les processus de paix et les efforts de reconstruction au lendemain d'un conflit qui voient une participation pleine, égale et véritable des femmes débouchent sur une paix et une stabilité plus durables. À l'échelle nationale, nous plaçons sans cesse la barre plus haut en matière de participation politique des femmes, ce qui n'est pas sans rapport avec le fait que la Slovénie occupe le septième rang des pays les plus pacifiques du monde à l'indice mondial de la paix 2022. Quand on leur en donne les moyens, les jeunes peuvent être des agents importants de changement et de paix. Leur participation peut jouer un rôle important dans la prévention des conflits et la promotion de la cohésion sociale. À cet égard, nous accueillons avec beaucoup de satisfaction la présence aujourd'hui parmi nous de l'Ambassadrice de la jeunesse pour la paix de l'Union africaine pour l'Afrique australe, M^{me} Chigwenya. Le respect du droit international constitue le fondement de notre confiance et d'une paix et d'une sécurité durables. Il crée un climat international stable et plus prévisible où les États peuvent prendre langue et travailler ensemble à la recherche de solutions collectives et durables aux défis mondiaux. Le cadre normatif international en vigueur, avec la Charte des Nations Unies en son centre, reste l'assise de notre paix et de notre sécurité mondiales. La Slovénie est déterminée à continuer de travailler avec tous les partenaires pour favoriser et bâtir un avenir plus sûr et pacifique pour tous.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique.

M. Ochoa Martínez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je tiens à féliciter la Suisse de son accession à la présidence du Conseil, et à vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui.

Notre déclaration portera sur les cadres normatifs de prévention des conflits et de consolidation de la paix, dans la perspective du Nouvel Agenda pour la paix proposé par le Secrétaire général. La première condition du renforcement de la confiance réside dans la bonne foi, soit en l'occurrence le principe *pacta sunt servanda*, tel qu'énoncé à l'article 26 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Si des obligations internationales librement consenties ne sont pas respectées de bonne foi, le cadre de règles qui nous avons soigneusement établi n'a pas la moindre utilité. La communauté internationale a jusqu'à présent réussi à réglementer les aspects les plus divers des relations internationales. Ce ne sont pas les règles qui font défaut, mais plutôt le respect des obligations souveraines. Et lorsqu'un différend survient, le droit international demeure la langue commune dont les États disposent pour trouver une solution par des moyens pacifiques.

Le Conseil de sécurité a un rôle privilégié à jouer dans la promotion de la confiance, en veillant au respect des obligations juridiques sur les questions qui relèvent de sa compétence et en exigeant des États qu'ils s'y conforment de bonne foi. En plus de garantir l'application de ses propres résolutions, le Conseil de sécurité peut également user des pouvoirs qu'il tient de la Charte des Nations Unies, comme par exemple celui qui lui est conféré en vertu du paragraphe 2 de l'Article 94, pour faire des recommandations afin de faire exécuter un arrêt de la Cour internationale de Justice si une partie ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu de cet arrêt, de la même façon qu'il peut user des pouvoirs à lui conférés par le paragraphe 1 de l'Article 96 afin de demander à la Cour un avis consultatif, ce qui n'est arrivé qu'une fois. La compétence consultative de la Cour internationale de Justice peut aider à prévenir des conflits, ainsi qu'en témoignent les demandes d'avis consultatifs de plus en plus fréquentes de l'Assemblée générale. Comme on l'a déjà souligné, il faut une relation étroite entre le Conseil de sécurité et la Cour internationale de Justice pour garantir le règlement pacifique des différends. Plus généralement, on peut également dire qu'une meilleure collaboration entre tous les principaux organes de l'ONU revêt la plus grande importance pour la prévention des conflits, le renforcement de l'état de droit et la pérennisation de la paix, ce que le Conseil de sécurité n'a pas manqué de faire

observer par le passé, notamment dans la déclaration de sa présidence S/PRST/2021/23 du 16 novembre 2021, adoptée sous la présidence du Mexique.

Pour ces raisons, le Mexique souscrit à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un Nouvel Agenda pour la paix qui vise une compréhension meilleure et plus globale des facteurs structurels et de leur incidence sur les conflits, tout en encourageant le renforcement de l'état de droit.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Le Pakistan félicite la Suisse de son accession à la présidence du Conseil de sécurité. C'est un immense plaisir pour moi, personnellement, de vous voir présider la séance d'aujourd'hui, Madame la Présidente. Nous sommes également reconnaissants à la Suisse d'avoir organisé le présent débat public.

L'érosion de la confiance à l'égard du système politique et économique international a été progressive, mais elle est aujourd'hui généralisée. Si le déficit de confiance ne peut être attribué à un seul facteur ou événement, il peut être imputé à l'évolution d'un environnement mondial toxique sur le plan de la sécurité, dans lequel les États en sont venus à penser que s'équiper pour la guerre est la meilleure garantie de leur sécurité, leur souveraineté et leur indépendance nationales. Le Pakistan est convaincu que la confiance entre les États s'est érodée essentiellement parce que les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies ont été systématiquement violés par des États puissants et leurs alliés et parce qu'une attention insuffisante a été accordée à l'application des résolutions du Conseil de sécurité, comme exigé par l'Article 25 de la Charte. La Charte et les résolutions du Conseil constituent des piliers fondamentaux du droit international et de l'ordre mondial. Leurs dispositions sont contraignantes et doivent obligatoirement être respectées par les États Membres. Telle est la condition *sine qua non* à la restauration de la confiance mutuelle entre les États Membres.

Il serait bon que le Secrétaire général dresse un bilan annuel des situations inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité dans lesquelles les principes consacrés par la Charte sont violés et les résolutions du Conseil ne sont toujours pas appliquées. Le Conseil peut alors recourir aux différentes dispositions inscrites dans la Charte, notamment celles visées aux Chapitres VI, VII et VIII, afin que les États qui continuent à violer les

principes consacrés par la Charte et les décisions du Conseil les respectent enfin. Ce serait le meilleur moyen d'assurer la paix et la sécurité internationales à l'avenir, voire aujourd'hui.

Pour instaurer la confiance au niveau international, il convient également de s'attaquer aux causes profondes des conflits, notamment la pauvreté, la faim, l'occupation et l'oppression étrangères, le déni du droit à l'autodétermination, l'injustice, les violations des droits humains et les effets des changements climatiques. Ce sont autant de conditions qui doivent occuper une place centrale dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général. En outre, il est indispensable de disposer d'un régime équitable et non discriminatoire de maîtrise des armements et de désarmement pour éviter les conflits et en atténuer les effets.

Il est évident que les conflits, la violence et le terrorisme ont proliféré, en particulier dans les régions les plus pauvres du monde. Une paix résiliente est impossible en l'absence d'un développement résilient. Les multiples chocs économiques de ces trois dernières années ont réduit à néant les perspectives de réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pendant la pandémie et au cours des crises de développement qui ont suivi, la confiance dans le système international s'est érodée en raison d'un large déficit en matière de solidarité et de soutien envers les personnes qui ont le plus souffert de ces crises, sans en être responsables. Aujourd'hui encore, les institutions de Bretton Woods poursuivent des politiques qui exacerbent directement les problèmes budgétaires et de développement des pays en développement. Aujourd'hui, 54 États sont en situation de surendettement et présentent un risque de défaut de paiement, plus de 100 millions de personnes sont retombées dans la pauvreté et 300 millions ont besoin d'une aide alimentaire au quotidien. Pendant ce temps, les effets des changements climatiques s'intensifient et la planète devient un habitat moins accueillant, notamment pour les pauvres.

Nous savons ce qu'il convient de faire. Nous devons, pour atteindre les objectifs de développement durable, fournir un financement adéquat, soit 4 200 milliards de dollars par an, au moyen de droits de tirage spéciaux et de la réaffectation par la recapitalisation des banques multilatérales de développement ; nous devons respecter les engagements en matière d'aide publique au développement et de financement de l'action climatique, tout en veillant à résoudre durablement les crises de la dette et à mettre un terme aux flux financiers illicites ; et nous

avons besoin de politiques axées sur le développement en matière de commerce international, de fiscalité et d'accès à la technologie. Si nous voulons rétablir la confiance, il est essentiel que des décisions soient prises sur ces questions au cours du prochain Sommet sur les objectifs de développement durable.

Comme cela est indiqué dans la note de cadrage pour le débat public d'aujourd'hui (S/2023/283, annexe), les idées fondées sur des preuves sont essentielles au renforcement de la transparence et à la prise de décisions au sein du Conseil et ailleurs. Pourtant, les échecs du Conseil ne sont pas dus à un manque de clairvoyance ou à une incapacité à appréhender la réalité. Bien entendu, les avancées technologiques modernes, telles que l'intelligence artificielle, sont des outils utiles pour obtenir de telles informations. Toutefois, le recours à la technologie ne doit pas nous amener à sous-estimer la valeur singulière du facteur humain dans la prise de décisions justes et humaines à l'ONU, y compris au sein du Conseil de sécurité. Ce n'est qu'en mettant en avant et en garantissant les valeurs d'humanité, de moralité et d'éthique dont le système des relations internationales mis en place par la Charte est empreint que nous, les nations du monde, pourrions assurer la paix, la sécurité et la prospérité à l'avenir.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Greco (Italie) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Madame la Présidente, d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui, qui arrive à point nommé, et je vous adresse mes meilleurs vœux pour votre présidence ce mois-ci.

L'Italie s'associe à la déclaration qui sera prononcée au nom de l'Union européenne, et je voudrais faire les observations suivantes à titre national.

Lorsque la consolidation et la pérennisation de la paix sont en jeu, nous devons être prêts à mettre de côté les priorités nationales et à trouver un terrain d'entente, montrant de la sorte que l'ONU est capable d'écouter, de comprendre les causes profondes des conflits et d'agir concrètement. Pour atteindre cet objectif et rétablir la confiance, nous devons combler le fossé qui sépare les sociétés des organismes des Nations Unies chargés de maintenir leur paix et leur sécurité. Il est impératif de respecter les besoins, les aspirations et les propositions des pays et des communautés à l'examen.

Le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix ont une responsabilité particulière à cet égard. Ils doivent mobiliser les membres de la société

au-delà des élites politiques, en fondant leur action sur une connaissance approfondie des communautés et des populations touchées ; promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives, axées sur les droits humains et une relation solide entre les peuples et leurs territoires ; prendre en compte les questions de genre dans toutes les politiques et adopter des mesures pour faire progresser la participation et la protection des femmes, des jeunes et des groupes ou communautés marginalisés, en donnant la priorité à la sauvegarde de leurs droits. La Commission de consolidation de la paix doit donc s'employer à répondre aux besoins des communautés touchées en matière de consolidation de la paix, sans faire référence à d'autres programmes. D'autre part, dans le cadre d'une approche véritablement inclusive, le Conseil de sécurité doit envisager les contributions de la Commission de consolidation de la paix comme point de départ naturel pour sa prise de décision.

Examinons le Nouvel Agenda pour la paix, un appel à l'action qui a pour but de restaurer la confiance dans un multilatéralisme efficace capable de prévenir les conflits et de maintenir une paix durable et qui comprend les objectifs suivants.

Le premier vise à redresser la barre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en commençant par la sécurité alimentaire et en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté.

Le deuxième concerne le respect de l'appropriation nationale et l'appui aux efforts de prévention régionaux.

Le troisième porte sur le soutien aux droits humains, aux libertés fondamentales et à l'état de droit, ainsi que sur l'intégration systématique du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, l'ordre international fondé sur des règles et reposant sur la Charte des Nations Unies et la protection des enfants dans les conflits armés.

Le quatrième objectif est de reconnaître l'existence du lien entre climat et sécurité et ses vastes implications, d'investir dans l'inclusivité et de préserver l'accès aux ressources pour les communautés frontalières.

Le cinquième consiste à envisager la consolidation et le maintien de la paix comme les éléments d'un seul processus de paix pour parvenir à des solutions politiques durables, ainsi qu'à soutenir la consolidation de la paix au moyen des contributions statutaires.

Le sixième et dernier objectif consiste à aligner l'appui international sur les priorités des communautés

en adoptant une approche centrée sur les personnes en matière de gestion des crises. Je sais que ces priorités font l'objet d'un large consensus dans cette salle. Nos points de convergence sont bien plus nombreux que nos désaccords, et l'Italie est déterminée à combler le déficit actuel dévastateur et à rétablir la confiance.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Chili.

M. Vidal (Chili) (*parle en espagnol*) : Je tiens en premier lieu à vous saluer cordialement, Madame la Présidente, et à vous féliciter de votre accession à la présidence de cet organe pour ce mois-ci. Je vous souhaite plein succès, ainsi qu'à votre équipe. Nous apprécions l'occasion qui nous est donnée de participer au présent débat public et de réaffirmer l'importance que nous attachons à la question. Nous prenons note des exposés présentés aujourd'hui et nous remercions les orateurs du temps qu'ils nous ont consacré.

Il est essentiel de renforcer la confiance entre les différents acteurs qui œuvrent pour la paix. La confiance est un lubrifiant qui dynamise les relations au sein de tout système social, ce qui est particulièrement important dans le contexte d'un conflit, car elle facilite la communication, réduit le coût des transactions et favorise l'encadrement de la conduite des acteurs, ce qui permet de réduire au minimum les risques d'affrontements et d'incertitude. Il est essentiel d'analyser minutieusement les causes profondes des conflits pour comprendre les besoins et les vulnérabilités des différentes parties, qui peuvent être à l'origine de la violence. Nous tenons à souligner que la construction d'une paix durable n'est possible qu'avec la participation de la société civile à toutes les étapes du règlement des conflits.

Dans cette optique, le Conseil de sécurité doit renforcer sa collaboration avec les acteurs locaux, notamment les organisations de la société civile, les groupes de femmes et de jeunes, les universitaires, les journalistes et les militants en général, afin que leurs perspectives et leurs expériences soient prises en compte dans les processus décisionnels. La pleine participation de la société civile peut aider les pays en conflit et en période de transition à trouver des solutions innovantes en mettant en œuvre des politiques publiques qui bénéficient d'un large consensus et d'un vaste soutien. Le Conseil de sécurité et les décideurs au sein des États Membres se feront une idée plus précise des contextes s'ils prennent en compte les positions des groupes historiquement marginalisés en ce qui concerne la paix et la sécurité, car la société civile a toujours été une bonne source d'informations

sur l'évolution des conflits et la situation des populations les plus vulnérables qui en sont victimes. Le Conseil de sécurité doit également améliorer sa coordination avec les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et les autres partenaires afin d'appuyer les efforts de consolidation de la paix, notamment grâce à une programmation conjointe et à la mobilisation des ressources. La connaissance du terrain qu'ont les organisations régionales et les autres partenaires locaux peut faciliter la tâche au Conseil et contribuer à l'instauration d'une paix durable dans les pays en proie à des conflits ou à des spirales de violence.

Il convient de souligner que pour instaurer et consolider une paix durable, il est impératif de réduire les flux d'armes vers les zones de conflit, qu'il s'agisse ou non d'armes classiques. Il convient de souligner que les cadres normatifs visant à contrôler le trafic et le détournement d'armes sont déjà en place. L'adhésion au Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions et au Traité sur le commerce des armes, ainsi que le respect et l'application de ces instruments, sont essentiels pour réduire ces flux. En outre, les pays producteurs d'armes doivent s'engager à mettre en œuvre ces mécanismes de façon contraignante, en intégrant des pratiques telles que la vérification sur le terrain pour prévenir le détournement d'armes de guerre.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Kenya.

M. Kimani (Kenya) (*parle en anglais*) : Comme nous le savons tous, la confiance est une denrée rare à l'ONU. Nous sommes classés dans nos groupes régionaux et économiques, et nous défendons nos points de vue de part et d'autre d'un gouffre de compréhension, de solidarité et parfois même de bonne volonté. Nous souscrivons pleinement à votre note de cadrage (S/2023/283, annexe), Madame la Présidente, qui préconise l'instauration de la confiance grâce à l'inclusion, à la mise en œuvre de normes qui favorisent l'établissement des responsabilités et incarnent la prévisibilité pour tous les États dans toutes les situations, et à des décisions fondées sur des preuves objectives. Ce sont de beaux principes, et nous nous associerons aux autres États Membres pour les mettre en œuvre. Toutefois, compte tenu du faible niveau de confiance actuel, nous proposons que le Conseil de sécurité adopte des mesures spécifiques, car nous estimons que c'est lui qui souffre du plus grand déficit de confiance.

Premièrement, les fonctions de rédaction doivent être partagées avec les membres non permanents. Plus précisément, nous aimerions que les dossiers africains

soient pris en charge par des rédacteurs et des corédacteurs africains. Cela ne nécessite pas de réforme approfondie ; c'est une mesure qui peut entrer en vigueur à partir de janvier 2024.

Deuxièmement, la confiance brillera par son absence si la composition du Conseil n'est pas réformée de toute urgence. L'attitude des membres permanents à l'égard du processus de négociations intergouvernementales sera révélatrice de leur engagement individuel en faveur de la réforme et du rétablissement de la confiance. Le Nouvel Agenda pour la paix sera renouvelé en exigeant de nouveau qu'une réforme soit menée. L'instauration de la confiance nécessite également que les pays qui aspirent à devenir membres permanents démontrent, par leurs actes et pas simplement en paroles, qu'ils prendront leurs responsabilités au sérieux. Ils doivent commencer immédiatement en montrant concrètement qu'ils entendent les points de vue de l'Union africaine, des pays africains et des petits États insulaires en développement et en y répondant favorablement. La confiance exigera des nouveaux membres permanents qu'ils défendent nos valeurs et nos intérêts collectifs, et non leurs intérêts nationaux étroits.

Troisièmement, lors des consultations annuelles entre les membres du Conseil de sécurité et les membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la participation de tous au niveau des représentants permanents renforcera la confiance, tout comme le fait de veiller à ce que chaque réunion annuelle génère au moins un résultat pratique et efficace. Ne nous contentons pas de réunions pour la forme.

Quatrièmement, le Conseil doit se montrer plus ouvert et donner suite aux avis de la Commission de consolidation de la paix. La coordination sera encore plus efficace si des efforts sont entrepris pour renforcer la Commission de consolidation de la paix et fournir les ressources nécessaires au Fonds pour la consolidation de la paix.

Cinquièmement et enfin, la confiance sera renforcée si les États veillent à ce que la Cinquième Commission applique la résolution 76/305 de l'Assemblée générale, du 8 septembre 2022, sur le financement de la consolidation de la paix. Le retard actuel affaiblit la confiance. Nous devons trouver une solution qui inclue des contributions statutaires. Pour citer un célèbre dicton, un simple fil de confiance peut permettre de tisser le lien le plus solide. Nos suggestions peuvent être considérées comme les fils dont nous avons tous un besoin urgent.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de la Sierra Leone.

M. Kanu (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Madame la Présidente, ainsi que la délégation suisse, d'accéder pour la toute première fois à la présidence du Conseil de sécurité et je vous remercie d'avoir organisé cet important débat public. Je remercie également les intervenants de leurs importantes contributions.

Le thème du renforcement de la confiance pour établir une paix durable est opportun et pertinent compte tenu de la réalité actuelle, alors que nous nous efforçons de renforcer le multilatéralisme et d'instaurer la confiance au sein du système multilatéral fondé sur des règles. Cela doit nous mener à une situation dans laquelle la paix et la sécurité pourront être maintenues et les conflits prévenus. La Sierra Leone est fermement convaincue que la communauté internationale, y compris le système des Nations Unies, peut faire plus pour construire des sociétés pacifiques et résilientes. Ce point de vue est tout à fait conforme à la résolution 2282 (2016) et à la résolution 70/262 de l'Assemblée générale, des résolutions jumelles sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU adoptées en 2016. Pour sa part, au niveau national, la Sierra Leone a récemment créé et mis en service la Commission indépendante pour la paix et la cohésion nationale, qui est chargée de prévenir, de gérer et de régler les conflits, d'instaurer, de promouvoir et de maintenir la confiance et une paix durable, et de conseiller le Gouvernement sur tous les aspects du règlement des conflits et de la consolidation de la paix.

Pour renforcer la confiance afin d'établir une paix durable, il faut adopter une approche multidimensionnelle associant divers acteurs, notamment les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et les communautés. En ce qui concerne le rôle du système des Nations Unies, nous voudrions souligner certaines des mesures qui peuvent être prises.

Premièrement, nous devons promouvoir un dialogue et une participation sans exclusive, qui sont essentiels pour renforcer la confiance entre les pays, y compris parmi les groupes et communautés marginalisés au sein de ces pays. Les gouvernements et les autres parties prenantes doivent mettre en place des plateformes et des mécanismes permettant aux communautés d'engager le dialogue, de participer à la prise de décisions et de demander des comptes aux gouvernements.

Deuxièmement, nous devons investir dans l'éducation et l'information, deux outils essentiels pour renforcer

la confiance et promouvoir la paix. Les États Membres et les autres parties prenantes doivent mettre en œuvre des programmes d'éducation et d'information qui favorisent la compréhension et la tolérance et luttent contre les discours de haine et la désinformation.

Troisièmement, nous devons favoriser le développement économique. Le développement économique peut contribuer à la création de possibilités et à la réduction de la pauvreté, ce qui, par voie de conséquence, peut réduire les tensions et promouvoir la paix. Les gouvernements et les autres parties prenantes doivent donner la priorité aux politiques et aux programmes qui promeuvent le développement économique, la création d'emplois et la protection sociale. À cet égard, la réforme du système financier international est fondamentale.

Quatrièmement, nous devons renforcer les institutions. Des institutions fortes et responsables sont essentielles pour renforcer la confiance et pérenniser la paix. Les États Membres et les autres parties prenantes, telles que les institutions financières internationales, doivent investir dans des institutions qui promeuvent l'état de droit, les droits de l'homme et la bonne gouvernance, et qui sont capables de s'adapter aux besoins de la population.

Cinquièmement, nous devons nous attaquer aux causes profondes des conflits, ce qui est essentiel si nous voulons renforcer la confiance et établir une paix durable. Pour cela, il faut s'attaquer à des problèmes tels que l'inégalité, l'exclusion, la discrimination et la marginalisation, et œuvrer à la promotion de la cohésion sociale et de l'inclusion.

Sixièmement, nous devons encourager la coopération internationale, qui est une composante vitale du renforcement de la confiance et de la pérennisation de la paix. Les gouvernements et les autres parties prenantes doivent s'efforcer de relever les défis mondiaux, notamment les changements climatiques, la pauvreté, le terrorisme et les conflits, ainsi que de promouvoir les normes et règles internationales qui appuient la paix et la sécurité.

Pour terminer, je dirai que la confiance est essentielle à la paix. Lorsque les personnes et les pays se font confiance, ils sont plus enclins à coopérer et à régler leurs différends de manière pacifique. Cependant, la confiance peut être fragile et facilement rompue. Pour renforcer la confiance et établir une paix durable, nous devons prendre en considération les mesures que nous avons soulignées, entre autres, pour renforcer la confiance et la rendre plus résiliente.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier la Suisse d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui.

Confronté à des défis de plus en plus multiformes et transversaux partout dans le monde, le Conseil de sécurité doit répondre à l'évolution des attentes du monde. Il doit s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs d'aggravation des conflits, y compris les violations des droits de l'homme, les changements climatiques et les cybermenaces, entre autres. Autrement, il ne pourra pas agir en temps voulu lorsque cela sera nécessaire, ni regagner la confiance de la communauté internationale. Ma délégation voudrait souligner les points suivants, l'objectif étant que le Conseil puisse jouer un rôle plus important dans la consolidation et la pérennisation de la paix.

Premièrement, le Conseil doit être plus vigilant sur les questions liées aux droits de l'homme et à l'état de droit. Les conflits sont systématiquement marqués par des violations des droits de l'homme, à la fois comme signes avant-coureurs et comme caractéristiques importantes de ces derniers. Par ailleurs, l'application du principe de responsabilité pour les violations des droits de l'homme est également essentielle dans les situations post-conflit, afin d'éviter que ces conflits ne se répètent. Le Président de la République de Corée, M. Yoon Suk Yeol, ne cesse de souligner que les valeurs universelles de liberté, de droits de l'homme et d'état de droit sont indispensables à la pérennisation de la paix. Le non-respect des libertés d'autrui se manifeste souvent par des tentatives de modification du statu quo par la force. Nous avons été témoins de nombreux cas de ce type sous toutes les latitudes et à toutes les époques. Fervente partisane de la liberté et des droits humains pour tous aux quatre coins du monde, la République de Corée tient à souligner que le Conseil de sécurité doit être saisi des cas de violation des droits de l'homme et atteintes à ces droits partout dans le monde, y compris la situation en République populaire démocratique de Corée.

Deuxièmement, les discussions au Conseil de sécurité doivent être fondées sur des informations crédibles et des données factuelles. Comme cela a également été souligné durant la récente visite du Président de notre pays aux États-Unis, aujourd'hui, dans de nombreuses régions du monde, la propagande mensongère et la désinformation déforment la vérité et l'opinion publique, menaçant les fondements mêmes de la démocratie. Le Conseil doit être une instance clef où nous pouvons entendre les voix du

terrain pour établir la vérité et partager des informations vitales, permettant des délibérations menées de bonne foi et propices à la pérennisation de la paix.

Cela m'amène à mon troisième point, à savoir que l'inclusion doit être garantie dans les efforts de consolidation de la paix. Le Conseil de sécurité doit donner à davantage de femmes et de jeunes, ainsi qu'à la société civile de manière plus générale, des occasions de prendre la parole devant le Conseil. Il importe que leurs vues soient prises en compte dans les processus de paix, car leurs voix amplifiées apporteront des idées plus pertinentes et davantage tournées vers l'avenir pour pérenniser la paix. À cet égard, ma délégation est profondément inquiète et mécontente de la condition de la femme en Afghanistan. Nous espérons que les valeurs que j'ai exposées seront dûment prises en compte dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général.

Ma délégation tient également à rappeler l'importance du rôle du Conseil de sécurité dans le renforcement de la confiance de la communauté internationale. Si nous voulons rétablir la confiance de la communauté internationale dans le Conseil, nous pensons que la première étape consiste à ce que le Conseil de sécurité fasse appliquer de manière effective et systématique ses propres décisions, sans tenter de saper les décisions existantes en autorisant des veto contradictoires, comme dans le cas des questions de non-prolifération concernant la République populaire démocratique de Corée.

Pour terminer, la République de Corée espère que l'ONU continuera à déployer des efforts pour renforcer la confiance et établir une paix durable, et réaffirme sa détermination et son appui à cet égard.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à l'Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M^{me} Mohammed (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter, Madame la Présidente, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil pour le mois de mai, et de remercier tous les intervenants de leurs exposés intéressants.

L'environnement mondial de paix et de sécurité est en évolution permanente. Cela nécessite que nous continuions à déployer des efforts pour adapter et réorganiser nos politiques afin qu'elles répondent mieux aux défis actuels et émergents. La pérennisation et la consolidation de la paix en Afrique ont toujours été au cœur des efforts déployés par l'Union africaine dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité et de l'Architecture

africaine de gouvernance. Cela est également conforme à nos aspirations à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en particulier l'aspiration 3, intitulée « Une Afrique de la bonne gouvernance, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit », et l'aspiration 4, intitulée « Une Afrique pacifique et sécurisée ». Le concept général de sécurité et le vaste champ couvert par les processus de pérennisation de la paix nous montrent le lien inéluctable entre toutes les aspirations de l'Agenda 2063 et les objectifs de développement durable énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans le cadre de l'approche préventive.

Concrètement, la mise en œuvre de politiques destinées à pérenniser la paix dans les régions touchées par un conflit ou dans des environnements instables ou fragiles est davantage tributaire des relations verticales et horizontales entre plusieurs acteurs concernés, depuis les populations ciblées et les autorités locales et nationales jusqu'aux partenaires sous-régionaux, régionaux et internationaux, en passant par les acteurs bilatéraux et multilatéraux.

Pour tenir l'engagement d'établir une paix durable, les relations entre les différents acteurs impliqués et concernés doivent être guidées par la confiance afin de renforcer les synergies d'action et la planification et les opérations intégrées, et de promouvoir de véritables partenariats et une complémentarité entre les structures concernées. La définition des attributions de tous les acteurs est également importante pour garantir l'appropriation nationale, notamment pour ce qui est de définir les priorités.

L'inclusion, des cadres normatifs clairs et des approches fondées sur des faits sont essentiels pour promouvoir la confiance dans la pérennisation de la paix. À cet égard, je tiens à souligner les points suivants.

Premièrement, en ce qui concerne la défense et la sécurité, le renforcement des mécanismes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et de la réforme du secteur de la sécurité est crucial pour prévenir les conflits et l'instabilité. Il convient de noter que l'Union africaine a déployé des équipes techniques dans plusieurs pays africains, à leur demande, pour les aider à mener à bien les processus de DDR et de réforme du secteur de la sécurité. Ces processus doivent s'inscrire dans une logique de prévention afin de surmonter les difficultés liées, entre autres, à l'établissement d'un lien direct entre le commandement et le contrôle au sein de l'architecture de sécurité dans le but de renforcer la confiance entre les

parties au conflit, ce qui est une condition *sine qua non* pour la formation d'une armée nationale stable et solide. Le Conseil de sécurité pourrait envisager des moyens innovants de soutenir davantage les processus de DDR et de réforme du secteur de la sécurité afin de surmonter les difficultés auxquelles ils se heurtent actuellement. Toutefois, et c'est le plus important, le Conseil doit continuer à donner la priorité aux perceptions nationales dans l'élaboration des processus de DDR et de réforme du secteur de la sécurité. Le renforcement de la confiance implique également de s'attacher à placer sa confiance dans les accords régionaux, comme le prévoit le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, afin de garantir la paix et la sécurité. Il est donc à nos yeux indispensable de veiller à ce que les opérations de paix menées par l'Union africaine bénéficient d'un financement durable, prévisible et souple, en recourant aux contributions statutaires versées à l'ONU.

En ce qui concerne la gouvernance, l'Union africaine continue de renforcer l'Architecture africaine de gouvernance au moyen de cadres juridiques fiables et solides afin de mettre fin à l'ère des changements anticonstitutionnels de gouvernement. À Malabo l'année dernière, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont fait part de leur détermination à renforcer l'efficacité et la durabilité de l'appui apporté par l'Union africaine aux États membres en situation de transition politique et d'après-conflit, à édifier une paix durable, à enraceriner une culture et une gouvernance démocratiques, notamment par l'intermédiaire de la justice transitionnelle, et à tirer parti de l'initiative Faire taire les armes en Afrique pour éviter de retomber dans des cycles de violence.

La Commission de l'Union africaine a récemment déployé des équipes techniques multidimensionnelles dans certains États membres, notamment pour les questions relatives au constitutionnalisme et à la bonne gouvernance. Des équipes techniques seront également déployées sur une longue période pour identifier les pays en phase de reconstruction et de développement après un conflit. À terme, l'objectif est de rétablir la relation de confiance perdue entre les citoyens et les autorités nationales en rapprochant les institutions locales et nationales du citoyen ordinaire. Le Conseil de sécurité pourrait reconnaître les efforts déployés par l'Union africaine sur cette question importante et appeler à un soutien accru en faveur des États membres qui traversent des situations difficiles en matière d'édification de l'État et qui peinent à renforcer les performances de leurs institutions majeures, dans le respect des normes et des règles reconnues, ainsi que de leurs priorités nationales.

Renforcer la confiance suppose aussi de faire du système des Nations Unies un système juste et équitable, au sein duquel l'inclusion et la représentation seraient les maîtres-mots. Je fais notamment allusion ici à la réforme du Conseil de sécurité, qui semble progresser. L'Union africaine, par l'intermédiaire du Comité des Dix de l'Union africaine sur la réforme du Conseil de sécurité, coordonné par la Sierra Leone, défend cette position bien connue, qui contribuera à créer un ordre international fondé sur la confiance.

En ce qui concerne l'alerte rapide, l'Union africaine continue de renforcer ses systèmes continentaux et régionaux afin de pouvoir intervenir rapidement en cas de signes annonciateurs d'une crise imminente. À cet égard, l'Union africaine, en collaboration avec ses communautés économiques régionales et ses mécanismes régionaux, a lancé la plateforme interrégionale d'échange de connaissances en matière d'alerte rapide et de prévention des conflits en tant qu'initiative panafricaine, afin de promouvoir l'échange d'informations et de connaissances et de favoriser un apprentissage commun aux fins d'une action rapide pour prévenir les conflits et y répondre de manière efficace.

J'informe les membres du Conseil qu'en février 2022, à l'occasion de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, les États membres ont été encouragés à utiliser les possibilités offertes par la Commission de l'Union africaine et par les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux pour remédier aux causes structurelles des conflits violents par la mise en œuvre d'Évaluations de la vulnérabilité et de la résilience structurelles des pays et, à cet égard, la Commission a été chargée par la Conférence de l'Union africaine de mettre en place un comité de suivi et de contrôle regroupant la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales, les mécanismes régionaux et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, afin de permettre une coordination, une mise en œuvre, un suivi et une évaluation efficaces. J'ai le plaisir d'informer les membres du Conseil que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine tiendra, en mai, une session d'examen des Évaluations de la vulnérabilité et de la résilience structurelles des pays. Le rôle du Groupe des Sages et des Envoyés spéciaux de l'Union africaine à cet égard est également crucial. Sur ce point, la notion de confiance repose davantage sur la volonté des États membres de l'Union africaine d'utiliser les multiples outils que nous avons mis en place afin d'améliorer et de développer davantage les outils techniques et les capacités humaines.

Ce n'est qu'en renforçant la confiance et en investissant dans ces initiatives que nous pourrions améliorer la cohésion sociale. En effet, en promouvant l'inclusion, l'égalité et la justice, les États et les parties peuvent œuvrer ensemble pour surmonter leurs difficultés et bâtir un avenir durable, pacifique et prospère pour tous.

En ce qui concerne le développement, la fragilité économique et la dégradation de l'environnement constituent un terreau fertile pour l'instabilité politique, les menaces terroristes et les déplacements massifs de population sur le continent africain. L'extrême pauvreté et des perspectives économiques insuffisantes augmentent la vulnérabilité des jeunes et des femmes, en en faisant des cibles privilégiées pour le recrutement par les groupes extrémistes et terroristes. La création d'emplois durables et de moyens de subsistance décents par la construction d'économies résilientes est, à ce titre, essentielle pour lutter contre la pauvreté et la radicalisation. En outre, l'intégration régionale est fondamentale, car c'est un aspect que nous continuons à soutenir dans le but de consolider et de pérenniser la paix. La Zone de libre-échange continentale africaine est une avancée concrète qui permet de stimuler le commerce intra-africain, de créer des emplois et de favoriser la diversification économique.

En ce qui concerne les menaces émergentes, l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles se développe en raison de l'accès de plus en plus large aux nouvelles technologies. L'intégration et le développement que connaît le continent africain ouvrent la voie à une nouvelle ère de menaces pour la sécurité, qui exige un renforcement de la cybersécurité. Je saisis cette occasion pour signaler qu'en mai 2022, les chefs d'État de l'Union africaine ont pris la décision de déployer davantage d'efforts et de ressources pour renforcer la cybersécurité, notamment en légiférant au niveau national et en ratifiant la Convention de l'Union Africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel. En outre, en avril 2022, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a été encouragé par ses États membres à utiliser pleinement les capacités existantes sur le continent, notamment l'Organisation africaine de coopération policière et le Comité des services de renseignement et de sécurité africains.

Je voudrais terminer en abordant brièvement un point absolument fondamental, dont je sais qu'il vous tient à cœur, Madame la Présidente, et à moi aussi, à savoir la question des femmes et de la paix et de la sécurité. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité doivent figurer au premier rang de toutes nos activités, en

particulier dans le cadre de *Notre Programme commun* (A/75/982), si nous voulons vraiment envisager un avenir placé sous le signe de la confiance et d'une paix pérenne. Cela peut se faire de plusieurs manières.

Premièrement, nous pouvons améliorer la légitimité et l'efficacité grâce à l'inclusion et à l'application du principe de responsabilité.

Deuxièmement, nous pouvons renforcer nos normes en matière de justice et d'équité et chercher véritablement à assurer une inclusion et une responsabilité effectives, en prenant en considération les changements fondamentaux de l'écosystème.

Troisièmement, nous pouvons adopter des solutions éprouvées pour prendre des mesures macroéconomiques qui tiennent compte des questions de genre.

Quatrièmement, nous pouvons promouvoir une plus grande représentation des femmes aux postes de direction, ce qui est tout aussi important et a motivé la création, dans notre cas, du Réseau des femmes d'influence en Afrique. Cette plateforme de dirigeantes issues de différents secteurs est un pilier de la paix et de la sécurité en Afrique.

Qu'il me soit permis, pour terminer, de saluer le rôle que jouent les jeunes. La participation des jeunes, femmes et hommes, à la promotion de la paix et de la sécurité est essentielle pour mener à bien notre programme de paix mondial. La désignation d'ambassadeurs et ambassadrices africains de la jeunesse pour la paix, dont l'une d'entre eux nous a présenté un exposé plus tôt dans la journée, et l'adoption par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine du Cadre continental pour les jeunes, la paix et la sécurité, ainsi que l'approbation par le Conseil de paix et de sécurité de l'étude sur les rôles et les contributions à la paix et à la sécurité, témoignent de l'engagement de l'Union africaine en faveur de la promotion des jeunes en tant qu'acteurs majeurs et futurs chefs de file dans le domaine de la paix et de la sécurité.

L'instauration de la confiance est cruciale pour pérenniser la paix et doit être le prolongement naturel d'efforts bien coordonnés et cohérents. C'est pourquoi le partenariat stratégique entre l'Union africaine et l'ONU, tel qu'il a été envisagé par les dirigeants des deux organisations, ainsi que le Nouvel Agenda pour la paix, doivent nous permettre de coordonner nos efforts et d'assurer une paix plus durable.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au Chef de la Délégation de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

M. Skoog (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova et la Bosnie-Herzégovine, pays candidats, ainsi que la Géorgie, candidat potentiel, et l'Andorre, s'associent à la présente déclaration.

Je tiens tout d'abord à féliciter la Suisse de son accession à la présidence du Conseil de sécurité et à vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir organisé le présent débat, qui arrive à point nommé. Je tiens également à remercier les intervenants des exposés importants qu'ils ont présentés à l'entame du débat.

Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de la liberté de la presse. C'est pourquoi je voudrais insister sur le lien étroit qui existe entre le thème du débat d'aujourd'hui, la confiance et la paix durable, et la protection de la liberté d'expression, telle qu'elle a été consacrée il y a 75 ans par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous savons que les sociétés pacifiques, justes, résilientes et inclusives sont celles qui reposent sur la confiance et dans lesquelles les personnes peuvent s'exprimer librement et les institutions sont au service de la population et lui rendent des comptes. L'Union européenne est extrêmement préoccupée par les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la liberté de la presse. Les journalistes, les professionnels des médias et toutes les personnes qui fournissent au public des informations indépendantes et de qualité sont de plus en plus souvent victimes de discrédit, de menaces et d'attaques, y compris au moyen de la désinformation. Le Conseil de sécurité et l'ensemble du système des Nations Unies doivent œuvrer plus activement à la protection des journalistes et des professionnels des médias, ainsi qu'à la prévention et à la condamnation du harcèlement et, il faut le dire, des représailles, dont font l'objet les représentants de la société civile.

Je voudrais aujourd'hui me concentrer sur les trois axes que la présidence suisse a définis pour instaurer la confiance en vue de pérenniser la paix : premièrement, nous devons redoubler d'efforts pour protéger les cadres normatifs établis par l'ONU ; deuxièmement, nous devons améliorer nos outils de médiation et de dialogue et veiller à ce qu'ils soient inclusifs ; et troisièmement, nous devons asseoir nos travaux sur des données factuelles et des éléments de preuve et dénoncer celles et ceux qui propagent des informations erronées.

Les normes universelles sur lesquelles nous nous sommes tous mis d'accord ici, à l'ONU, sont attaquées quotidiennement dans le monde entier. Les conventions internationales relatives aux droits humains sont systématiquement violées, notamment en Afghanistan, au Myanmar, en République populaire démocratique de Corée, en Syrie et dans de nombreux autres pays en crise dans le monde. Malheureusement, nous avons pu constater que le Conseil de sécurité lui-même était devenu un haut lieu de la désinformation, notamment aux mains de la Russie dans le contexte de la guerre d'agression qu'elle livre à l'Ukraine. Nous avons également vu des représentants de la société civile faire l'objet d'intimidations au Conseil et être par la suite sanctionnés pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression. Le Conseil de sécurité est l'organe chargé au premier chef de la protection de la paix et de la sécurité internationales et, partant, il doit incarner et faire respecter la Charte des Nations Unies, le droit international humanitaire et les droits humains. C'est la responsabilité des membres du Conseil. Dans le même ordre d'idées, le Secrétariat doit toujours présenter les faits tels qu'il les perçoit. La Charte des Nations Unies donne au Secrétaire général la possibilité de porter à l'attention du Conseil toute question susceptible de menacer la paix et la sécurité internationales. Malheureusement, ces questions sont légion.

En ce qui concerne les outils concrets dont dispose l'ONU pour promouvoir la consolidation de la paix, nous savons que l'instauration de la confiance en est une composante essentielle. Les représentants et envoyés spéciaux du Secrétaire général ainsi que les médiateurs peuvent avoir une influence réelle sur le règlement des conflits, et le Conseil de sécurité doit leur apporter plus systématiquement son soutien unanime. Des outils renforcés de dialogue, de médiation et de bons offices doivent figurer dans le Nouvel Agenda pour la paix en tant que moyens de prévenir les conflits.

L'Union européenne est l'un des principaux défenseurs de la prévention des conflits et des efforts de consolidation de la paix. Nous œuvrons dans le monde entier pour renforcer la confiance entre les populations locales et les autorités nationales. En Somalie, par exemple, nous prêtons main-forte aux communautés qui ont été libérées des Chabab et souffrent de leurs mesures punitives et de la sécheresse. En République centrafricaine, la mission de conseil de l'Union européenne a aidé le Gouvernement à créer un cadre juridique fiable pour restructurer en profondeur l'organisation de la police et de la gendarmerie et répondre aux besoins du pays. Ce ne sont là que quelques exemples.

Nous encourageons les efforts de paix déployés par la communauté internationale au Yémen, en Libye et en Syrie. Nous apportons également notre soutien à l'action menée par les acteurs de la société civile dans les pays concernés pour prévenir les conflits, répondre aux crises et consolider la paix. Une grande partie de notre soutien s'effectue par l'intermédiaire de l'ONU, par exemple l'Équipe de réserve de conseillers principaux pour la médiation et le Fonds pour la consolidation de la paix. Un exemple concret de collaboration opérationnelle entre l'ONU et l'Union européenne est le cas du Yémen, où l'Union européenne, à la demande de l'ONU, joue un rôle majeur de coordination dans le cadre de la médiation de type 2 et de l'appui au cessez-le-feu. Un autre exemple est le partenariat entre l'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour le développement sur la médiation par des acteurs internes, qui a permis de mettre en place et de piloter des capacités de médiation essentielles dans 14 pays. Le troisième cycle de ce partenariat est en cours de lancement, et une attention particulière est accordée à l'inclusion des femmes. Cette initiative a été mentionnée par de nombreuses personnes ici présentes cet après-midi, y compris ma préopinante.

Il est en effet primordial que tous ces outils se fondent sur une approche inclusive. Nous savons que les sociétés plus égalitaires entre les femmes et les hommes sont plus pacifiques. Qui plus est, les femmes sont de formidables artisanes de la paix, et nous devons appuyer leur participation pleine et véritable, sur un pied d'égalité avec les hommes, à tous les processus de consolidation de la paix, ne serait-ce que pour renforcer la confiance qu'elles inspirent. De même, nous sommes très favorables à la mise en œuvre accélérée du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité et à la promotion de la participation des jeunes à la consolidation de la paix.

Enfin, le Conseil et, plus largement, l'ONU, doivent utiliser les meilleures données et preuves dont ils disposent pour prendre leurs décisions. La création du Fonds pour l'analyse des risques complexes, un outil de financement pluripartenaire et multilatéral de l'ONU visant à renforcer nos capacités communes pour mieux anticiper et prévenir les risques complexes dans les environnements fragiles et touchés par des conflits, et mieux y répondre, contribue à promouvoir l'utilisation des données et des connaissances scientifiques aux fins de la prévention et du règlement des conflits. Nous appuyons ce fonds et sommes convaincus que les analyses effectuées à l'aide de ces nouveaux outils doivent être prises en compte dans les travaux du Conseil de sécurité.

Il semble évident que nous devons toujours nous fonder sur des éléments de preuve et des faits. Toutefois, sur certaines questions pour lesquelles nous détenons une abondance de preuves, telles que le lien entre les changements climatiques et la sécurité, certains membres du Conseil de sécurité continuent de nier les faits. Bon nombre des pays les plus touchés par les changements climatiques ont eux-mêmes attesté du lien entre le climat et la paix et la sécurité au Conseil et à la Commission de consolidation de la paix. Il serait très utile que le Conseil ait une discussion basée sur un rapport du Secrétaire général fournissant des données et des éléments de preuve concernant le lien entre les changements climatiques et la sécurité.

La défense des faits et de la vérité au Conseil est essentielle pour préserver la confiance dans l'ensemble du système des Nations Unies et garantir que l'ONU est en mesure de remplir sa mission de consolidation et de pérennisation de la paix. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec l'ONU sur la manière dont nous pouvons améliorer nos capacités de prévention des conflits, ainsi que de consolidation et de pérennisation de la paix, dans le cadre du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

M. Muhith (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité, et je vous remercie d'avoir organisé le présent débat, qui tombe à point nommé. Je tiens également à remercier les intervenants de leurs exposés instructifs.

Ces dernières années, notamment dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des conflits en cours, nous sommes témoins d'un déficit de confiance de plus en plus important entre les populations et les institutions, y compris l'Organisation des Nations Unies. La capacité du Conseil de sécurité, en particulier, d'instaurer, de consolider et de maintenir la paix est constamment mise à l'épreuve. Les obstacles à la paix s'approfondissent encore avec l'apparition de menaces nouvelles et non conventionnelles. Dans ce contexte, il est on ne plus urgent de redoubler d'efforts pour instaurer la confiance.

Je voudrais faire quelques réflexions à ce sujet.

En premier lieu, le Conseil de sécurité doit faire preuve d'unité et d'esprit de décision pour s'attaquer efficacement aux menaces visibles qui pèsent sur la paix et la

sécurité internationales, et il doit utiliser les outils dont il dispose pour protéger les personnes les plus vulnérables.

Près de six années se sont écoulées depuis que les minorités rohingya ont été expulsées en masse de leurs terres ancestrales au Myanmar. Le Conseil de sécurité n'a pris aucune mesure efficace pour remédier à la situation ; il est au contraire resté le témoin muet de sa détérioration continue. Pour rétablir la confiance, il convient d'inverser ces situations.

Deuxièmement, les opérations de maintien de la paix restent l'un des outils les plus crédibles dont dispose l'ONU pour instaurer la confiance. Le rôle des Casques bleus dans la protection des civils, notamment par la mobilisation des populations et d'autres mesures non armées, ainsi que leur contribution à la mise en place d'institutions dans les pays d'accueil, doivent être dûment mis à profit. Il est tout aussi important d'augmenter les investissements dans les composantes consolidation de la paix des missions de maintien de la paix par l'attribution de mandats et l'allocation de ressources.

Troisièmement, la Commission de consolidation de la paix, dotée d'un mandat unique en son genre, joue un rôle complémentaire important pour garantir la pérennisation de la paix. En raison de sa structure et de ses méthodes de travail, fondées sur le principe de l'appropriation nationale et de l'inclusion, la Commission est idéalement placée pour contribuer à l'instauration de la confiance.

Ayant assuré la présidence de la Commission de consolidation de la paix pendant deux mandats, le Bangladesh a élargi les perspectives de la Commission, notamment en renforçant ses fonctions de conseil, de liaison et de rapprochement ; en élargissant sa portée géographique et thématique ; et en offrant aux pays un espace pour discuter de diverses menaces non traditionnelles pesant sur la sécurité, telles que les changements climatiques. Une approche similaire peut être adoptée pour faire face à d'autres menaces émergentes, y compris celles qui émanent des technologies numériques.

Quatrièmement, la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité doit être encouragée dans des contextes de paix et de sécurité plus larges, y compris dans la réduction des risques de catastrophe et la lutte contre les changements climatiques, ainsi que dans le cadre de l'action humanitaire.

Enfin, à l'heure où nous préparons le Sommet de l'avenir de 2024, nous devons nous investir de manière constructive dans la mise en place de mécanismes de

prospective efficaces, reposant sur des données et leur analyse scientifique, afin de prévoir les menaces à venir et de prendre des mesures préventives.

Les consultations en cours sur le Nouvel Agenda pour la paix, le Pacte numérique mondial et la déclaration pour les générations futures sont autant d'occasions d'échanger des idées et des réflexions sur de tels mécanismes. Nous devons saisir l'occasion de construire une meilleure Organisation des Nations Unies pour les générations futures.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie.

M. Nasir (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé le présent débat public. Je remercie de leurs exposés le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et les autres intervenantes.

La confiance est un élément fondamental de la paix et une condition essentielle pour que le multilatéralisme soit efficace et produise des résultats. La perte de confiance dans le multilatéralisme peut dès lors nuire non seulement aux efforts de consolidation de la paix, mais aussi à la pérennisation de la paix à l'échelle mondiale. C'est pourquoi les efforts déployés pour promouvoir l'instauration d'un climat de confiance doivent occuper une place prépondérante dans le Nouvel Agenda pour la paix et dans le système multilatéral.

Pour l'Indonésie, la confiance commence chez nous, dans notre région. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui dont les membres appartiennent à une région qui a su transformer une profonde méfiance ou un déficit de confiance en une confiance stratégique, peut apporter une contribution utile au renforcement de la confiance. Plutôt que de s'enliser dans des divergences de vues bien ancrées, à l'origine des conflits, des hostilités et du déficit de confiance lui-même à l'échelle régionale, les pères fondateurs de l'ASEAN ont choisi de se concentrer sur l'instauration de la confiance par le dialogue et la coopération autour d'intérêts communs, tels que le développement économique et l'élimination de la pauvreté.

La pratique du dialogue, de la coopération et de la recherche du consensus est devenue une caractéristique majeure de la stratégie de renforcement de la confiance de l'ASEAN. De nombreux cadres régionaux ont été élaborés pour renforcer la confiance et promouvoir la coopération, contribuant ainsi au renforcement du dispositif de paix à l'échelle régionale. Il s'agit notamment d'établir des normes par l'intermédiaire du Traité d'amitié et de

coopération en Asie du Sud-Est et du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est.

Reconnaissant que la consolidation de la paix en Asie du Sud-Est requiert l'appui de l'ensemble de la région et au-delà, l'ASEAN a également étendu sa tradition de dialogue et de coopération à d'autres pays au-delà de l'Association, y compris sur des questions de risque stratégique pour la paix, par l'entremise des mécanismes de l'ASEAN, tels que les mécanismes des partenaires de dialogue de l'ASEAN, le Forum régional de l'ASEAN, le Sommet de l'Asie orientale et la Réunion des ministres de la défense de l'ASEAN Plus, pour n'en citer que quelques-uns.

Il est essentiel de mener à bien la réforme du Conseil de sécurité pour renforcer la confiance dans le mécanisme de paix et de sécurité de l'ONU. Une collaboration étroite entre le Conseil de sécurité et d'autres mécanismes multilatéraux est également importante. Les travaux des mécanismes de développement de l'ONU, par exemple, peuvent traduire en actions concrètes sur le terrain les stratégies de consolidation de la paix adoptées par le Conseil de sécurité.

Dans le même temps, pour permettre à tous les mécanismes de l'ONU de mener à bien leurs travaux, il est indispensable de leur apporter un appui adéquat, y compris un financement prévisible et durable. Par conséquent, nous devons élargir les sources de financement, notamment par la voie de partenariats avec le secteur privé, et encourager la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. La réforme des banques multilatérales de développement et le renforcement de leur coopération avec l'ONU amélioreront l'efficacité des programmes sur le terrain.

La paix est un processus continu. Une approche participative, une tradition de dialogue et l'appropriation nationale sont des éléments importants pour renforcer la confiance et la paix. Tandis que nous œuvrons à l'élaboration du Nouvel Agenda pour la paix, il est aussi important de s'inspirer de toutes les expériences disponibles. Il sera dès lors utile de disposer d'un cadre permettant au Conseil de sécurité de procéder à des échanges de données d'expérience, y compris avec des entités régionales.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie.

M. Feruță (Roumanie) : Je tiens à vous féliciter sincèrement, Madame la Présidente, de votre accession à cette importante position au Conseil de sécurité.

(l'orateur poursuit en anglais)

La note de cadrage (S/2023/283, annexe) élaborée pour le présent débat public est simple et conforme à notre intérêt commun à l'Organisation des Nations Unies : instaurer la confiance pour promouvoir une paix durable dans le contexte d'une détérioration de la paix et de la sécurité dans le monde. Il n'est donc pas surprenant que les interventions d'aujourd'hui fassent également allusion au futur Nouvel Agenda pour la paix.

Nous nous félicitons des observations formulées aujourd'hui par le Haut-Commissaire Volker Türk et les autres intervenantes. Je tiens à insister avec force sur le message de l'Ambassadrice de la jeunesse pour la paix pour l'Afrique australe, délivré plus tôt dans la matinée, et je pense qu'il s'agit là d'un véritable signal d'alarme pour nous tous en ce qui concerne la question de la confiance des jeunes dans les institutions.

Les droits humains doivent être au cœur des actions que nous menons aux fins de la paix et de la sécurité. La coopération avec les différentes parties prenantes, la société civile, les professionnels des médias, les femmes, les filles et les jeunes est essentielle pour instaurer la confiance. En tant que membre actif du Conseil des droits de l'homme, la Roumanie attache une grande importance à la protection et à la promotion des droits humains.

La Roumanie reste attachée à la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et de celui relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. Il s'agit là de domaines clés que nous souhaiterions également voir figurer dans le Nouvel Agenda pour la paix. Aux côtés des États-Unis, la Roumanie assure, en 2023, la coprésidence du Réseau de personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous avons hâte de collaborer avec tous les États Membres sur cette question en vue de faire progresser la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

La promotion de l'inclusion a l'avantage de créer des synergies et d'éviter le chevauchement des activités et le gaspillage des ressources. La Roumanie encourage vivement le renforcement de la coopération entre les différentes parties prenantes au processus de consolidation de la paix, en particulier entre les organisations régionales et les institutions nationales. Instaurer la confiance, c'est créer des partenariats qui se renforcent mutuellement, ce qui constitue un élément essentiel de notre système multilatéral.

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse que nous célébrons aujourd'hui, nous devons

saluer le travail des journalistes et des professionnels des médias qui contribuent à diffuser les informations et cherchent à démasquer les infox afin que le public soit correctement informé. Leurs activités sont essentielles à l'instauration de la confiance. Elles jouent également un rôle important dans l'établissement et la pérennisation de la paix et, étant donné que nous célébrons cette année les 75 ans du maintien de la paix, je ne pense pas qu'il soit exagéré de dire que la paix commence avec une presse libre.

Nous saluons vos efforts, Madame la Présidente. C'est la deuxième fois cette année que le Conseil débat de l'importante question de la consolidation de la paix, après la séance organisée par la présidence japonaise en janvier (voir S/PV.9250). Nous nous félicitons de la continuité des efforts. En effet, dans le cadre de ses efforts de consolidation de la paix, l'ONU doit trouver de nouvelles façons de répondre aux défis mondiaux émergents, tels que les changements climatiques, les pandémies et l'insécurité alimentaire, notamment en promouvant et en protégeant les droits de l'homme et la sécurité humaine. Dans le traitement de ces questions, il est essentiel de défendre les principes du droit international et le multilatéralisme. Il est également crucial de s'abstenir de toute action ou incitation qui érode l'architecture internationale des valeurs et des normes démocratiques, et de faire respecter le principe de responsabilité pour pouvoir instaurer la confiance entre les acteurs mondiaux. Il est grand temps de reconnaître qu'un multilatéralisme redynamisé dépend avant tout d'une coopération en toute bonne foi et du respect du cadre normatif existant. L'Organisation est déjà dotée des outils nécessaires pour relever différents défis, mais nous devons intensifier notre action pour garantir la bonne mise en œuvre des normes et des principes qui guident nos idéaux. La Roumanie restera engagée et participera activement aux efforts visant à consolider notre système multilatéral, seule solution pour garantir une paix durable et pérenne.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

M. Chatrnúch (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir organisé l'important débat d'aujourd'hui.

La Slovaquie s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et je souhaite ajouter les observations suivantes à titre national.

Nous sommes convaincus qu'il est essentiel de renforcer la confiance mutuelle entre les différents acteurs du dispositif de consolidation de la paix pour favoriser la résilience et parvenir à une paix et une stabilité durables, en particulier dans les régions et les pays touchés par des conflits. La confiance se développe grâce à un processus d'action collective qui aide les communautés et les sociétés à développer leurs institutions sociales et à renforcer la résilience et la cohésion sociale dont les pays touchés ont besoin pour prévenir les conflits ou s'en relever. Dans ce contexte, l'inclusion est indispensable. Un large éventail d'opinions et d'acteurs, en particulier les femmes et les jeunes, doivent être entendus pour garantir la viabilité à long terme des processus de consolidation de la paix. Nous devons continuer de traduire leurs conseils en politiques et en actions.

Alors que le monde est confronté à un sentiment croissant d'insécurité, de division et d'instabilité, la communauté internationale doit s'efforcer de développer et de mettre en œuvre le cadre normatif international. Cela devient d'autant plus important à la lumière du rythme rapide des avancées technologiques et des nouvelles menaces pour la sécurité. La propagation croissante de la désinformation et de la mésinformation a des effets particulièrement négatifs sur la confiance entre les acteurs. La prévisibilité et le principe de responsabilité sont les pierres angulaires de tout ordre stable après un conflit. Par conséquent, le soutien international et local aux processus de consolidation de la paix dépend largement de la capacité des acteurs responsables à démontrer de manière crédible leur respect des règles du droit international. Nous pensons que le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général offre une occasion de promouvoir une approche globale et intégrée de la consolidation et de la pérennisation de la paix. Cet agenda offrira la possibilité de promouvoir une compréhension commune et de recenser les moyens d'appuyer la prévention des conflits, la paix et la sécurité. La crise énergétique et alimentaire, l'appui à la mise en place d'institutions efficaces, la sécurité humaine et la fracture numérique doivent être inclus dans le Nouvel Agenda pour la paix. Il est essentiel que tous les acteurs compétents prennent part à de nouvelles discussions sur la manière de faire progresser et d'intensifier notre travail collectif pour renforcer la résilience face aux problèmes complexes liés à la consolidation et à la pérennisation de la paix.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Uruguay.

M. Amorín (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, nous remercions la délégation suisse, qui assure la présidence du Conseil de sécurité, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui, qui nous permet d'établir un lien entre des questions de la plus haute importance touchant au rétablissement de la confiance pour instaurer une paix durable et les mesures qui doivent être prises pour atteindre cet objectif. Nous remercions également le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que les autres intervenantes, de leurs précieuses contributions.

Au cours de l'année écoulée, nous avons connu une crise profonde qui constitue une menace immédiate pour la paix et la sécurité internationales et, par conséquent, pour le système multilatéral lui-même. Il est évident que cette situation n'est pas arrivée sans prévenir. Nous voyions déjà l'orage approcher mais nous sommes actuellement confrontés à une tempête d'une ampleur telle que nous n'avions pas pensé qu'elle mènerait à des extrêmes aussi dangereux. Elle a conduit à une érosion très rapide du système multilatéral et de l'efficacité de l'ordre juridique international. La communauté internationale, représentée par l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité, n'a pas été en mesure d'apporter une réponse adéquate à la crise. Dans le même temps, cette situation a entraîné une crise de confiance des États Membres à l'égard du fonctionnement des organes de l'ONU, qui s'est étendue à l'ensemble des institutions du système multilatéral. Il est donc urgent de rétablir la confiance dans l'Organisation et dans le fonctionnement du système multilatéral.

Tout d'abord, nous devons œuvrer à la défense et à la promotion du multilatéralisme, dans le strict respect des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Les principes énoncés à l'Article 2 de la Charte, qui relèvent donc clairement du droit positif, fixent les principales obligations qui doivent guider la conduite des États Membres : l'égalité souveraine de tous ses Membres ; le respect, de bonne foi, des obligations découlant de la Charte ; le règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques ; l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État ; et la non-ingérence dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale des États, un principe qui a été développé sous l'impulsion active des pays d'Amérique latine. Les États Membres doivent réaffirmer leur engagement à respecter et à faire respecter ces principes, par leur adhésion aux normes de la Charte et par leur comportement.

Au cours de l'année écoulée, la majorité des États Membres de l'ONU ont montré qu'ils continuaient d'attacher de l'importance à ces principes fondamentaux et juridiquement contraignants du droit international, auxquels il convient d'adhérer et de se conformer. En effet, plusieurs résolutions adoptées en 2022 par l'Assemblée générale réaffirment ces principes, notamment en soulignant la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États et en appelant à la cessation des violations du droit international des droits de l'homme par les gouvernements de certains États Membres. Dans le cadre d'un accord international contraignant, les États Membres de l'ONU se sont mis d'accord sur le principe de l'égalité souveraine et du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État.

En ce qui concerne l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, les conditions de l'emploi légitime de la force sont énoncées clairement et exhaustivement au Chapitre VII de la Charte. Dans tous les autres cas, l'emploi de la force constitue une entorse manifeste aux normes consacrées par la Charte. À cet égard, nous tenons à souligner que le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général est particulièrement pertinent. Comme nous l'avons dit au cours des 18 derniers mois, la communauté internationale et l'efficacité du multilatéralisme ont été mises à rude épreuve. Cela a été le cas en particulier pour celles et ceux d'entre nous qui croient en l'état de droit et qui pensent que nous devons mener nos relations internationales conformément au droit international, et que celui-ci doit être la base du système multilatéral. Comme nous l'avons dit, les comportements contraires à ces principes ont entraîné une érosion de la confiance dans le système.

L'application de ces normes et principes est dans l'intérêt de tous les États, grands et petits. Cela signifie que nous devons veiller à ce que les principes sur lesquels nous nous mettons d'accord soient respectés et mis en œuvre par tous. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons vraiment parler de multilatéralisme. Le respect du droit international sert notre sécurité collective et garantit la sécurité de nos citoyens. Nombre de conflits peuvent être évités si les États satisfont à leurs obligations en vertu du droit international, dont le principe cardinal réside dans le règlement pacifique des différends. Si les États ne parviennent pas ou ne sont pas disposés à régler les conflits par des moyens pacifiques, le Conseil de sécurité a la responsabilité principale de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité internationales, conformément à la Charte, en se servant des outils permettant de rétablir

l'état de droit. Toutefois, si le Conseil n'est pas en mesure d'agir, l'ONU ne doit pas pour autant manquer à son devoir. Nous l'avons constaté depuis février 2022, dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions relatives à L'union pour le maintien de la paix.

La communauté internationale est aux prises avec une multitude de défis. Un véritable multilatéralisme, fondé sur l'état de droit, soit d'abord et avant tout les dispositions de la Charte, doit être le socle sur lequel nous bâtissons nos relations et relevons tous ces défis ensemble. Comme nous l'avons dit, durant l'année écoulée, nous avons constaté un déficit de confiance manifeste entre les États Membres de l'ONU, en ce qui concerne les normes. Le droit international, les traités internationaux, ainsi que les normes que nous avons établies pour régir nos relations, tout particulièrement la Charte et leur application dans le cadre de l'état de droit, sont le meilleur moyen de rétablir une confiance internationale véritable, fondement solide d'un multilatéralisme véritable. Nous devons compter sur le respect de l'état de droit comme base de la confiance sur laquelle bâtir nos relations. Il en résultera un multilatéralisme authentique, qui constitue la meilleure garantie de la souveraineté et de l'égalité de tous les États, grands et petits, en particulier les moins puissants. C'est notre seul bouclier pour la défense de nos droits.

Dans ce contexte, il faut faire avancer la réforme du Conseil de sécurité, par sa démocratisation, d'abord et avant tout en augmentant le nombre de ses membres, l'accent devant être mis sur la représentation des régions en développement, notamment en donnant suite aux exigences légitimes des pays africains et en accédant à la requête des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui demandent à occuper deux fois plus de sièges au Conseil. Il est également essentiel de travailler à la limitation du recours au droit de veto, entre autres mesures, en s'abstenant d'y recourir sur certains sujets, comme envisagé par exemple dans le cadre de l'initiative franco-mexicaine, ainsi qu'au renforcement de l'application de la règle interdisant aux États de participer à un vote concernant des différends ou des situations auxquels ils sont parties. Tous les États Membres jouent un rôle dans le processus de réforme, mais les cinq membres permanents du Conseil ont clairement une responsabilité particulière à cet égard. Nous devons donc revitaliser ce processus, mais ces cinq pays doivent également l'appuyer et ne pas y faire obstacle.

Le bon fonctionnement du Conseil de sécurité et le strict respect des dispositions de la Charte, en particulier l'Article 2, forment la base indiscutable qui doit nous permettre d'éliminer tous les doutes et les dangers auxquels

nous nous heurtons actuellement et en fin de compte, de rétablir la confiance dans l'avenir du système multilatéral.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant du Guatemala.

M. Benard Estrada (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Le Guatemala remercie la délégation de la Confédération suisse, en sa qualité de Président du Conseil de sécurité pour le mois de mai, d'avoir convoqué le débat public de ce jour.

Nous remercions les intervenants de leurs exposés et apprécions la note de cadrage (S/2023/283, annexe), qui sert de base à nos discussions.

Dans la résolution 2282 (2016), le Conseil a réaffirmé la responsabilité principale qui lui incombe quant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies. Cependant, en faisant une guerre injustifiée à son voisin, compromettant ainsi directement la paix et la sécurité internationales, l'un des membres permanents du Conseil, la Fédération de Russie, est loin de s'acquitter de cette responsabilité. Les actions unilatérales de ce genre ne font qu'affaiblir l'état de droit et enfreignent les normes les plus fondamentales du droit international. Le Guatemala condamne une fois de plus l'agression injustifiée et non provoquée contre l'Ukraine.

Le Guatemala souscrit à l'observation faite dans la note de cadrage sur la manière dont le Conseil peut utiliser de manière créative l'ensemble des moyens et canaux dont il dispose, ainsi que son influence au niveau mondial, pour s'assurer que les cadres normatifs mondiaux continuent de soutenir efficacement la paix à la lumière des menaces actuelles et émergentes à la paix et à la sécurité. Le débat public d'aujourd'hui nous paraît essentiel, dans la mesure où, malgré l'adoption de la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité et de la résolution 70/262 de l'Assemblée générale, sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix, résolutions qui, incidemment, ont créé le point de l'ordre du jour qui nous occupe aujourd'hui, il n'existe toujours pas, au niveau tant normatif que concret, de conception universelle de la consolidation de la paix, pas plus que dans l'exécution des mandats de consolidation de la paix reposant sur une approche préventive.

Le Guatemala estime qu'il faut davantage de cohérence dans l'appréhension des approches, outils et principes fondamentaux de la consolidation de la paix, étant donné que des outils stratégiques peuvent être employés afin de faire jouer la valeur ajoutée de la consolidation de la paix. En outre, le Conseil de sécurité peut et

devrait bénéficier d'interactions accrues avec les États qui ne sont pas membres du Conseil, ainsi qu'avec les autres organes de l'ONU. Nous soulignons donc la valeur ajoutée que la Commission de consolidation de la paix apporte au Conseil en tant qu'organe consultatif. Son pouvoir de mobilisation devrait être exploité dans toute la mesure possible pour rassembler différents groupes et faciliter le dialogue, afin de promouvoir le lien entre paix et sécurité, développement et droits humains.

Enfin, nous estimons que le Conseil de sécurité a la capacité de renforcer encore et d'améliorer l'action préventive en matière de paix et de sécurité internationales. Il nous semble par conséquent que le Nouvel Agenda pour la paix devrait inclure une vision holistique des conflits sous la forme d'un continuum englobant tout le spectre du cycle des conflits, de la prévention au développement à long terme en passant par l'intervention immédiate, le maintien de la paix et la consolidation et la pérennisation de la paix, de telle sorte que le Conseil puisse s'acquitter de son mandat en tenant compte des besoins et des réalités du XXI^e siècle.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Éthiopie.

M. Yoseph (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Madame la Présidente, de l'accession de la Suisse à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai, et je vous remercie d'avoir organisé le débat public de ce jour. Je tiens aussi à saluer M. Ignazio Cassis, Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, qui a présidé le débat public de ce matin (voir S/PV.9315), et je remercie tous les intervenants de leurs observations.

J'ai l'honneur de faire part au Conseil du point de vue de l'Éthiopie sur ce thème important, notamment la nécessité de rétablir la confiance dans les efforts de consolidation de la paix. Selon le Code de conduite pour les relations interafricaines, adopté à Tunis en 1994, tout effort de coopération est irrémédiablement voué à l'échec dans un environnement dépourvu de stabilité, de confiance et de sécurité. À l'évidence, le rétablissement de la confiance a également inspiré la Charte des Nations Unies. Sur cette base, je soulèverai quatre questions étroitement liées dont nous estimons qu'elles sont cruciales pour ce qui est de créer la confiance entre les nations et d'ouvrir la voie à la consolidation et à la pérennisation de la paix.

Premièrement, le strict respect de la Charte et des principes relatifs aux relations amicales entre États est au cœur de l'instauration et du renforcement de la confiance

dans le système multilatéral. L'objectif premier de la Charte est de créer la confiance nécessaire à un environnement propice dans lequel la justice et le respect des obligations des États peuvent être préservés. Par conséquent, pour atteindre cet objectif, il est impératif que tous les États honorent l'ensemble des engagements contractés en vertu de la Charte et du droit international. Pour ce faire, il est absolument primordial d'instaurer la confiance et de veiller au respect des principes de souveraineté, d'égalité souveraine des États et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Deuxièmement, le principe de l'appropriation nationale est la pierre angulaire de la consolidation et de la pérennisation de la paix. La responsabilité de protéger leurs ressortissants et de maintenir la sécurité nationale incombe aux États eux-mêmes. À cet égard, comme le stipule la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, chaque État a le droit de choisir librement son système politique, social, économique et culturel. Sur cette base, nous devons prendre acte de nos diversités culturelles et civilisationnelles, qui influent sur la manière dont nous abordons nos valeurs et objectifs communs au niveau des choix politiques nationaux. En outre, le respect de l'appropriation nationale implique d'accepter les solutions locales et les choix politiques des États. À cette fin, nous devons veiller à ce que les prérogatives et le pouvoir discrétionnaire liés au financement des activités de consolidation de la paix ne compromettent pas ce principe fondamental.

Troisièmement, la participation et la représentation égales des États sont une composante fondamentale de l'instauration de la confiance. La représentation de l'Afrique dans les organes de l'ONU, notamment au sein du Conseil, est manifestement injuste. Le statu quo a déjà porté atteinte à la crédibilité du Conseil et à ses décisions. Remédier à ce statu quo est dès lors la mesure la plus essentielle et la plus urgente à prendre pour susciter la confiance. En outre, l'ONU, en tant qu'Organisation, doit constamment faire évoluer et renforcer sa crédibilité et sa capacité à gérer les affaires mondiales afin de gagner la confiance des peuples du monde. Il est par ailleurs impératif de respecter le principe de subsidiarité et d'accorder aux organisations régionales l'espace nécessaire à l'exécution de leurs mandats et de leurs plans.

Quatrièmement, une paix durable, l'aspiration à instaurer et à développer des démocraties authentiques et l'état de droit exigent une cohérence dans les moyens

et les méthodes que nous appliquons dans le contexte de la coopération internationale. Le soutien politique et la fourniture d'une assistance économique et financière, notamment le financement du développement et des efforts de lutte contre les changements climatiques, vont de pair. La pratique dominante, qui consiste à tenter de construire et de pérenniser la paix tout en exerçant des pressions politiques et en prenant des mesures coercitives qui sapent l'autorité et la capacité des États, va à l'encontre du but recherché. Nos actions doivent être conformes à nos objectifs et complémentaires. À cette fin, les organes politiques, les agences de développement et les institutions financières internationales doivent prendre des mesures constructives en appui aux priorités nationales et aux efforts déployés pour garantir la paix et le développement.

Pour terminer, l'Éthiopie estime que seules une action concertée, la coopération et la solidarité peuvent permettre de relever les défis liés à l'instauration de la confiance. Une coopération multilatérale efficace centrée autour de l'ONU est possible si nous adhérons aux normes et principes fondamentaux des relations internationales.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de la Géorgie.

M. Abesadze (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je tiens, pour commencer, à exprimer notre reconnaissance à la présidence suisse du Conseil pour avoir choisi cette thématique essentielle pour nos discussions d'aujourd'hui.

La Géorgie s'associe à la déclaration qui a été faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et je voudrais faire quelques observations supplémentaires à titre national.

La paix et la sécurité, conjointement avec les droits humains et le développement, constituent les principaux piliers de l'action de l'Organisation des Nations Unies, et ils sont étroitement liés. La promotion de sociétés pacifiques et inclusives est au cœur des progrès accomplis dans la réalisation de tous les autres objectifs de développement durable et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans son ensemble. Nous pensons que la promotion de la paix est essentielle à l'orientation de nos efforts en vue d'un avenir durable et résilient, en particulier à la lumière des tensions internationales persistantes, des guerres, des menaces pour la cybersécurité et de la propagation rapide de la désinformation, auxquelles s'ajoutent les changements climatiques non maîtrisés dont nous sommes témoins dans le monde entier. Dans le même temps, nous estimons que le multilatéralisme et le respect d'un ordre international fondé sur des règles doivent être à

la base de ces efforts. Ils sont essentiels pour prévenir les conflits, maintenir la paix et la sécurité internationales et assurer un développement durable.

Aujourd'hui, le multilatéralisme traverse sa période la plus difficile depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, en raison d'une attaque contre ses principes fondateurs par un membre permanent du Conseil de sécurité, l'organe précisément chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales. La guerre d'agression que mène actuellement la Russie contre l'Ukraine et son occupation de 20 % du territoire de mon pays constituent des violations flagrantes des normes et principes fondamentaux du droit international et un coup vigoureux porté à la sécurité européenne et à l'ordre international dans son ensemble. L'agression de la Russie contre l'Ukraine est également la plus récente mise à l'épreuve de la capacité du Conseil à jouer efficacement son rôle, notamment lorsqu'il s'agit de mettre fin aux guerres et aux souffrances humaines qui en découlent.

Nous devons trouver les moyens de faire respecter la Charte des Nations Unies, notamment en abordant la question de l'usage abusif du droit de veto. Nous sommes fermement convaincus que le recours au droit de veto doit être limité lorsqu'un membre est impliqué dans le conflit à l'examen. La Charte des Nations Unies comprend déjà une disposition dans ce sens, à savoir l'Article 27, qui dispose que dans une série de décisions importantes précises prises par le Conseil, « une partie à un différend s'abstient de voter ».

Nous en avons fait l'amère expérience lorsque, à la suite de l'agression militaire de grande envergure de la Russie contre la Géorgie en août 2008, la Fédération de Russie, membre permanent du Conseil de sécurité et partie au conflit, a mis fin de manière éhontée au mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, entraînant ainsi la disparition totale de la présence internationale de sécurité dans les territoires de la Géorgie occupés par la Russie, au moment où celle-ci était le plus nécessaire. Près de 15 ans après, la Russie ne respecte toujours pas ses engagements internationaux et continue de violer l'accord de cessez-le-feu conclu le 12 août 2008 sous l'égide de l'Union européenne. L'occupation illégale par la Russie des régions géorgiennes d'Abkhazie et de Tskhinvali continue d'avoir de graves répercussions sur la population vivant dans ces régions et dans les zones adjacentes à la ligne d'occupation.

Qu'il me soit permis de rappeler une nouvelle fois que la responsabilité de la Russie dans les graves violations des droits humains commises dans les territoires

géorgiens qu'elle occupe a été clairement attestée par les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour pénale internationale, qui ont confirmé l'occupation et le contrôle effectif des régions géorgiennes par la Fédération de Russie pendant et après l'agression russe d'août 2008 contre la Géorgie. Je rappelle en outre que, dans son arrêt rendu le 7 mars 2023, la Cour européenne des droits de l'homme a confirmé que la région d'Abkhazie était sous le contrôle effectif de la Fédération de Russie avant même l'agression russe d'août 2008 contre la Géorgie, et que la Russie porte l'entière responsabilité des violations des droits humains commises dans la région occupée.

Je voudrais conclure en réaffirmant que nous sommes convaincus que la pérennisation de la paix peut être obtenue grâce à l'adhésion indéfectible des États Membres aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies et à une application rigoureuse du principe de responsabilité. À cette fin, le Nouvel Agenda pour la paix doit reposer sur un attachement renforcé aux principes fondamentaux consacrés par le droit international et la Charte des Nations Unies, ainsi que sur une protection et une réalisation accrues des droits humains.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Irlande.

M. Gallagher (Irlande) (*parle en anglais*) : Je vous félicite chaleureusement, Madame la Présidente, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité. Je tiens également à remercier les intervenants de leurs déclarations.

Je m'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

La discussion d'aujourd'hui ne pourrait être plus urgente ni plus opportune. Notre monde est plus interconnecté que jamais, mais nos sociétés sont plus polarisées et fragmentées. Les inégalités persistantes, la diffusion d'informations erronées et le sentiment que les gouvernements n'agissent pas face à des questions essentielles ont contribué à creuser le déficit de confiance au sein des nations et entre elles. Le Conseil ne fait pas exception. En tant qu'organe responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité voit sa crédibilité entamée lorsqu'il ne parvient pas à prendre des mesures décisives face à des problèmes urgents au niveau mondial. Pire encore, des vies sont perdues. Malheureusement, c'est le cas dans de nombreuses situations, du Territoire palestinien occupé au Myanmar, mais aussi à cause des changements climatiques. Chaque fois que le

Conseil n'agit pas parce qu'un membre défend ses intérêts personnels ou protège le comportement d'autres acteurs, le tissu de sa légitimité se fragilise davantage. L'exemple parfait de cette situation est le recours honteux au veto par la Fédération de Russie en rapport avec son agression contre l'Ukraine, un acte qui menace gravement la légitimité à long terme du Conseil.

Un proverbe souvent attribué au dramaturge russe Anton Tchekhov dit : « Il faut avoir confiance en l'homme, sinon la vie devient impossible ». Je pense que cette maxime est particulièrement appropriée dans le contexte de la consolidation de la paix, mais elle évoque également les conséquences du déclin de la confiance au sein des structures mêmes qui sont censées défendre la paix, la sécurité et l'état de droit. Si nous voulons renforcer la confiance, le Conseil de sécurité doit montrer l'exemple. L'unité, la coopération et un engagement indéfectible en faveur des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies enverront un message puissant de réconfort et d'espoir à la communauté internationale et contribueront à rétablir la confiance qui est indispensable à la paix. Cela n'est toutefois pas suffisant.

Dans toutes les situations inscrites à son ordre du jour, le Conseil doit insister sur le strict respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Il doit demander des comptes aux parties et lutter contre l'impunité. Les droits de l'homme, comme l'a souligné le Haut-Commissaire ce matin (voir S/PV.9315), sont un fondement essentiel de l'établissement d'une paix durable et doivent être reconnus comme tels. L'Irlande se félicite que le Haut-Commissaire Türk participe au présent débat, mais sa présence dans cette salle est bien trop rare. Nous demandons instamment aux membres du Conseil d'envisager d'inviter le Haut-Commissaire à leur présenter plus régulièrement des exposés.

À l'ère des fausses informations, le Conseil a également la responsabilité de promouvoir une prise de décisions judicieuse, fondée sur la science et des éléments de preuve. Il doit renforcer sa collaboration avec la Commission de consolidation de la paix et privilégier les approches qui tiennent compte des questions de genre ainsi que les perspectives sensibles aux conflits. Il doit s'appuyer sur des données fiables, des analyses d'experts et les avancées technologiques pour améliorer la transparence, la précision et le caractère inclusif de ses délibérations.

Enfin, comme je viens de le dire, nous devons avoir confiance en l'homme. L'Irlande, qui a appris de l'expérience du conflit sur l'île irlandaise, comprend la nécessité d'aborder la consolidation de la paix de façon inclusive

pour garantir la participation véritable des femmes, des jeunes et des minorités à la prise de décisions. En effet, ce n'est qu'en adoptant une approche à l'échelle de la société que la paix est devenue possible en Irlande du Nord. Mais la paix est plus que l'absence de conflit. Elle s'illustre par un climat de collaboration positive et constructive qui permet aux personnes de vivre dans la dignité, l'égalité et la sécurité. Pour pérenniser la paix, il ne suffit pas de mettre fin à la violence. Il faut s'attaquer aux causes profondes des conflits, promouvoir la justice sociale et mettre en place des institutions inclusives et responsables. Il faut surtout rétablir la confiance dans nos institutions et entre nous.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Inde.

M^{me} Kamboj (Inde) (*parle en anglais*) : Je suis ravie, Madame la Présidente, de vous voir assumer la présidence. Je tiens à vous féliciter à l'occasion de la toute première présidence suisse du Conseil de sécurité. Nous remercions également votre délégation d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur un sujet très intéressant, « Renforcer la confiance pour établir une paix durable ». Les trois questions clefs abordées dans la note de cadrage préparée par la présidence pour le présent débat (S/2023/283, annexe) sont, premièrement, l'inclusion via la participation égale et véritable de toutes les parties prenantes ; deuxièmement, des cadres normatifs permettant d'éliminer les inégalités ; et troisièmement, une analyse factuelle tirant profit du potentiel des nouvelles technologies afin d'améliorer l'efficacité du Conseil.

Du point de vue de notre délégation, si nous voulons bâtir un avenir solide, nous devons commencer par tirer les enseignements appropriés de l'histoire. Le Conseil de sécurité dans sa forme actuelle, en tant qu'organe qui refuse à l'Afrique et à l'Amérique latine une représentation permanente en tant que continents et qui réserve le même traitement à la plus grande démocratie du monde, peut-il être considéré comme inclusif ? En rendant cinq membres plus égaux que les autres dans cette salle, le cadre normatif du Conseil élimine-t-il les inégalités ou a-t-il plutôt tendance à les perpétuer ? Parviendrons-nous à améliorer de façon crédible l'efficacité du Conseil à un moment donné, alors que nous ne disposons même pas d'un calendrier pour achever le débat au long cours sur la réforme du Conseil de sécurité ? Pouvons-nous réellement renforcer la confiance pour établir une paix durable par l'intermédiaire du Conseil jusqu'à ce que nous obtenions des réponses crédibles à ces questions fondamentales ?

La réforme du Conseil de sécurité est la première étape indispensable à franchir afin de renforcer la confiance pour établir une paix durable. Les institutions multilatérales doivent rendre davantage de comptes à leurs membres, et elles doivent s'ouvrir à une diversité de points de vue, en particulier de la part du monde du Sud, et leur faire bon accueil. Le Conseil doit devenir plus représentatif des pays en développement s'il veut continuer à susciter la confiance dans sa capacité à être un leader pour le monde entier. Il ne peut proposer des solutions efficaces que s'il donne une voix aux personnes qui n'en ont pas.

Le Conseil de sécurité doit également respecter l'approche régionale adoptée par les pays concernés, tout en collaborant avec les organisations régionales pour relever les défis liés à la consolidation de la paix. Nous sommes convaincus que les organisations régionales ont un rôle important à jouer pour relever les défis mondiaux, étant entendu que l'ONU doit être au centre des efforts multilatéraux. Une approche globale, axée sur le développement durable, la croissance économique inclusive et les processus politiques est cruciale en vue de consolider et de pérenniser la paix. La démarche fondamentale de l'Inde dans le cadre de la consolidation de la paix est ancrée dans le respect de l'appropriation nationale et des priorités de développement des États Membres. Nous avons toujours joué un rôle constructif et important dans le contexte de la consolidation de la paix grâce à nos vastes partenariats pour le développement avec les pays du Sud. Nous continuons d'aider les pays en situation d'après-conflit dans le cadre d'instances bilatérales et multilatérales et de notre vaste réseau de partenariat et d'aide au développement. Nous sommes mobilisés dans de nombreux domaines, notamment dans des secteurs clefs tels que les infrastructures, le logement, l'éducation, la santé, la connectivité et l'amélioration des moyens de subsistance.

L'Inde reste indéfectiblement attachée à la consolidation et à la pérennisation de la paix. Conformément au thème de sa présidence du Groupe des Vingt (G20), « Une terre, une famille, un avenir », l'Inde est déterminée à forger un consensus dans le cadre du processus du G20 afin de trouver des solutions aux défis planétaires.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Viet Nam.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Suisse d'avoir organisé ce débat public de haut niveau, qui arrive à point nommé et contribue véritablement à la promotion de la paix et de la sécurité mondiales. Pour répondre à la question sur le lien entre

l'instauration de la confiance et la paix, ma délégation souhaite faire les observations suivantes.

Premièrement, nous sommes fermement convaincus que le dialogue constitue un fondement solide pour notre système multilatéral afin d'instaurer et de maintenir la paix. La confiance est le point d'ancrage de ce fondement. Dans un monde où règnent l'incertitude et la complexité stratégique, la confiance joue un rôle capital dans la prévention et le règlement des conflits. En l'absence de compréhension et de confiance mutuelles, les différends deviennent plus difficiles à régler et peuvent donner lieu à des tensions, des conflits et même des violences à grande échelle.

Deuxièmement, pour instaurer la confiance, nous devons reconnaître qu'elle ne peut être imposée de force ou fabriquée. Elle repose sur les principes d'équité et d'égalité. Tous les acteurs des relations internationales, en particulier les grandes puissances, doivent agir de bonne foi et assumer leurs responsabilités tout en prenant pleinement en compte les intérêts légitimes de toutes les parties et de tous les acteurs. Le multilatéralisme et le respect du droit international, y compris la Charte des Nations Unies, doivent être les éléments fondamentaux du renforcement de la confiance. À cet égard, l'ONU en général et le Conseil de sécurité en particulier doivent faire davantage confiance aux organisations régionales et travailler en meilleure entente avec elles, en respectant leur rôle central, leurs perspectives et leurs connaissances locales en matière de prévention et de règlement des conflits.

Troisièmement, en ce qui concerne la consolidation de la paix après un conflit, il est primordial de cultiver la compréhension et la confiance mutuelles entre les missions de maintien de la paix des Nations Unies et leurs pays d'accueil. Les soldats de la paix doivent gagner le respect et la confiance des autorités et des communautés locales avant de pouvoir contribuer efficacement à l'instauration d'un climat de confiance entre les partis politiques et les groupes armés. La confiance est particulièrement importante au lendemain des conflits et dans les premières phases délicates de la consolidation de la paix, afin d'éviter que les États fragiles ne retombent dans la violence, et il n'y a pas de meilleur moyen de renforcer la confiance avec et dans les pays hôtes que d'engager un dialogue ouvert et d'avoir des échanges francs avec toutes les parties prenantes, tout en respectant les principes d'indépendance, de souveraineté, d'intégrité territoriale et de non-ingérence. Cette approche doit être intégrée dans les mandats de toutes les missions de maintien et de consolidation de la paix des Nations Unies.

Quatrièmement, la confiance est également un élément essentiel pour élaborer des solutions globales qui s'attaquent aux causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, la faim, l'inégalité et la violence. La communauté internationale doit promouvoir une plus grande transparence et une meilleure inclusion dans les efforts communs que nous déployons pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. De même, la confiance et le renforcement de la confiance doivent être les éléments clefs du Nouvel Agenda pour la paix proposé par le Secrétaire général.

Pays ayant surmonté les guerres dévastatrices menées pour garantir son indépendance et sa souveraineté, ainsi que la difficile reconstruction et réconciliation d'après-guerre, le Viet Nam attache la plus grande importance à la confiance et au renforcement de la confiance dans ses politiques intérieures et étrangères, afin de maintenir l'unité nationale et de renforcer l'intégration internationale. On le voit clairement dans la mise en œuvre de la politique étrangère cohérente du Viet Nam, une politique de diversification et de multilatéralisme dans les relations extérieures, ainsi que dans sa détermination à être un partenaire de confiance de la communauté internationale.

Cela se manifeste également par notre participation et notre contribution responsables aux travaux de l'ONU, aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et à d'autres instances multilatérales, notamment l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et les mécanismes connexes de l'ASEAN, qui s'emploient résolument à promouvoir la paix, la sécurité et la prospérité par l'intermédiaire de mesures de confiance et de la diplomatie préventive. Dans cet esprit, nous sommes prêts à travailler en étroite collaboration avec tous les États Membres de l'ONU afin de renforcer la confiance pour établir une paix durable.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Espagne.

M. Santos Maraver (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je vous félicite, Madame la Présidente, de l'accession de la Suisse à la présidence du Conseil de sécurité pour la première fois dans l'histoire de votre pays, ainsi que de la convocation du présent débat public. L'Espagne s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne.

La confiance entre les États Membres est la pierre angulaire de l'Organisation des Nations Unies. Les conditions de son existence sont énoncées dans le Préambule et le Chapitre I de la Charte des Nations Unies, et le

paragraphe 2 de l'Article 2 et le paragraphe 1 de l'Article 4 de la Charte établissent expressément le principe de la bonne foi et son existence comme condition d'admission des États à l'Organisation.

Selon nous, le sujet de ce débat a une double dimension. D'une part, il existe une méfiance croissante entre les États Membres, qui se reflète dans les débats que nous tenons et les décisions que nous prenons au sein des différents organes intergouvernementaux. D'autre part, cette méfiance porte également atteinte à la crédibilité de l'action menée par l'ONU pour contribuer à répondre aux défis auxquels sont confrontées les sociétés d'aujourd'hui, des problèmes mondiaux auxquels, nous le savons, les seules solutions possibles sont des solutions multilatérales. C'est pourquoi le non-respect des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, ainsi que sa paralysie, qui sapent sa légitimité et son efficacité s'agissant du maintien de la paix et de la sécurité internationales, sont préoccupants.

En ce qui concerne les travaux de l'ONU, la méfiance se traduit par une perception, évoquée dans le dernier Rapport sur le développement humain, selon laquelle l'ONU est un système excessivement bureaucratique, éloigné des réalités quotidiennes des populations que l'Organisation est censée aider. Le rapport de 2022 sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable du Secrétaire général corrobore ce pessimisme. Il est impératif de rétablir la confiance et d'établir un nouveau contrat social multilatéral et au sein des États, fondé sur les valeurs partagées de démocratie, de solidarité et de droits de l'homme, comme le propose le Secrétaire général António Guterres dans *Notre Programme commun* (A/75/982).

Comment pouvons-nous y contribuer ? La condition préalable est de garantir le maintien de la paix et de la sécurité pour tous et le respect des résolutions du Conseil de sécurité. À cet égard, le Nouvel Agenda pour la paix est un plan de revitalisation de l'action multilatérale dans un monde en transition et en compétition géostratégique, qui doit inclure à la fois une réforme du Conseil de sécurité, pour le rendre plus représentatif, et une nouvelle relation institutionnelle entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, pour garantir la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt commun.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à la représentante du Costa Rica.

M^{me} Chan Valverde (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Le Costa Rica se félicite de la convocation du présent débat public et vous félicite, Madame la

Présidente, ainsi que la Suisse, de votre présidence historique du Conseil de sécurité.

Dans le contexte géostratégique actuel d'érosion de la confiance et de concurrence croissante, le Nouvel Agenda pour la paix est une occasion de promouvoir la transparence et de proposer une autre voie que l'acquisition d'armements, la voie de la confiance et du dialogue. Il peut donner un nouvel élan à l'objectif énoncé dans l'Article 26 de la Charte des Nations Unies, qui appelle à

« l'établissement et au maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde ».

Le Nouvel Agenda pour la paix peut également donner un nouveau souffle aux mesures de transparence et de confiance existantes et promouvoir l'élaboration de nouvelles mesures applicables aux armes de destruction massive, aux armes classiques, au cyberspace et à l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux technologies émergentes. Ces mesures peuvent créer un climat d'entente, atténuer les perceptions erronées et les erreurs de calcul, améliorer la clarté des intentions et, en fin de compte, réduire le risque de conflit.

À cet égard, le Costa Rica voudrait mettre en avant trois aspects. Premièrement, le Costa Rica encourage une plus grande utilisation des outils existants, tels que le Rapport des Nations Unies sur les dépenses militaires et le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies, qui sont essentiels pour promouvoir la transparence et la responsabilité en matière de dépenses militaires et de commerce des armes. Pour que ces mécanismes soient utilisés avec succès, les États Membres doivent faire preuve de volonté politique et se faire mutuellement confiance. Quant au Conseil de sécurité, il est essentiel qu'il introduise dans ses mandats les outils nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au détournement, au trafic et à la prolifération des armes et des munitions et leurs répercussions sur la sécurité et la vie des personnes.

Deuxièmement, le Costa Rica tient à souligner l'importance de la collecte de données et de preuves crédibles et vérifiées, en particulier par l'intermédiaire de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Les recherches indépendantes de l'UNIDIR facilitent la prise de décisions et l'élaboration de politiques en matière de désarmement et de consolidation de la paix, par exemple dans des domaines tels que les répercussions perturbatrices de l'intelligence artificielle sur les

opérations militaires et tous les domaines de la guerre, ainsi que les possibilités et les défis liés à l'intelligence artificielle.

Enfin, l'ONU doit montrer l'exemple en élaborant et en mettant en œuvre des réponses souples, adaptées au contexte, fiables et adéquates face aux menaces de conflit. Elle doit fonctionner comme un tout, en combinant les différents piliers de l'Organisation avec des approches inclusives, axées sur l'être humain, équilibrées et tenant compte des questions de genre, afin d'instaurer un climat de confiance avec les populations locales. Cela suppose d'associer les femmes et les jeunes aux processus de prise de décisions et aux politiques, ainsi que d'engager le dialogue avec les communautés rurales et les organisations de la société civile.

Si le Conseil de sécurité veut que les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales et les individus fassent davantage pour gérer les crises mondiales, il doit lui aussi faire davantage. Le maintien de la paix appelle une démarche plus bienveillante, plus coopérative et, surtout, plus déterminée à maintenir la confiance, en particulier dans cette salle même.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afrique du Sud.

M. Mabhongo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : L'Afrique du Sud félicite la Suisse de son accession, pour la toute première fois, à la présidence du Conseil de sécurité, et nous vous souhaitons bonne chance, Madame la Présidente, durant votre mandat au Conseil. Nous vous remercions, Madame la Présidente, d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui, et nous tenons à remercier tous les intervenants de nous avoir fait part de leurs idées sur ce sujet.

Instaurer un climat de confiance est l'un des engagements pris par nos dirigeants dans la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1 de l'Assemblée générale). Le rapport du Secrétaire général, *Notre Programme commun* (A/75/982), insiste également sur la nécessité de renforcer la confiance grâce à des sociétés inclusives, ce qui constitue l'une des cibles prioritaires des objectifs de développement durable.

La confiance présente plusieurs facettes qu'il convient de prendre en compte alors que nous nous engageons dans le processus d'élaboration d'un Nouvel Agenda pour la paix.

Premièrement, les causes de la méfiance sont diverses et diffèrent d'un pays ou d'une région à l'autre. Les diagnostics passe-partout et les solutions toutes faites doivent être évités. Les efforts destinés à instaurer, restaurer et pérenniser la confiance doivent donc être guidés par des preuves empiriques, fondées sur les spécificités de chaque situation.

Deuxièmement, la confiance, en ce qui concerne les conflits interétatiques ou intra-étatiques, reste un élément clef dans tout scénario de consolidation de la paix. Comme il ressort de l'échange des meilleures pratiques qui a eu lieu dans le cadre des réunions de la Commission de consolidation de la paix, la confiance se développe souvent grâce à un dialogue continu, à l'inclusion politique, économique et sociale et à la reconnaissance ou à la compréhension de notre interdépendance.

Troisièmement, nous convenons que les cadres normatifs et les institutions complémentaires sont importants pour renforcer la confiance au sein des États et entre les États. Les institutions nationales chargées de fournir les services attendus par la population, ainsi que les entités et accords régionaux œuvrant en faveur de la paix et des relations de bon voisinage sont autant de mesures de confiance nécessaires à l'instauration d'un climat de confiance. Toutefois, pour être efficaces, ces mesures doivent faire l'objet d'une mise en œuvre, d'un suivi et d'un examen scrupuleux.

Quatrièmement, la confiance doit également s'étendre aux organisations intergouvernementales sur lesquelles de nombreux pays en développement comptent pour concrétiser leurs aspirations en matière de développement, telles que l'ONU et les institutions financières internationales. L'ONU étant la figure de proue du multilatéralisme, nous souscrivons à l'affirmation du Secrétaire général selon laquelle nous avons besoin d'un multilatéralisme qui tienne mieux ses promesses et qui suscite donc davantage la confiance. À cet égard, le Conseil de sécurité doit jouer son rôle en veillant à être cohérent et efficace dans le traitement des questions relatives à la paix et à la sécurité, afin que les personnes vivant dans des situations de conflit de longue date, telles que la Palestine et le Sahara occidental, puissent avoir toute confiance que le système multilatéral abordera leur situation de manière impartiale, en se fondant sur le droit international.

Cinquièmement, les partenariats entre les différents acteurs sur des objectifs communs aux niveaux local, national, régional et international sont également fondamentaux pour promouvoir la confiance à l'égard des dirigeants et des institutions. Nous faisons plus

précisément référence aux partenariats qui impliquent une collaboration entre les Gouvernements, le secteur privé, la société civile et le milieu universitaire pour trouver des solutions novatrices aux menaces contre la paix, qu'elles soient existantes ou émergentes.

Enfin, je voudrais souligner que la communauté internationale se doit d'agir résolument pour donner suite aux conclusions figurant dans le rapport récemment publié par le Secrétaire général, intitulé « Progress towards the Sustainable Development Goals : Towards a Rescue Plan for People and Planet » (Point sur les objectifs de développement durable : vers un plan de sauvetage pour l'humanité et la planète), qui indique que la réalisation des objectifs de développement durable est en péril. Ces conclusions, si elles ne sont pas prises en compte, auront une incidence négative sur les efforts visant à consolider et à pérenniser la paix, et notamment sur le renforcement de la confiance pour établir une paix durable.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à la représentante du Royaume des Pays-Bas.

M^{me} Brandt (Royaume des Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je me joins aux autres orateurs et oratrices pour vous féliciter, Madame la Présidente, ainsi que votre pays, la Suisse, de son accession pour la première fois à la présidence du Conseil de sécurité. Je vous remercie également d'avoir organisé ce débat public. Nous tenons aussi à remercier les intervenants de leur contribution et, à l'instar de l'Irlande, encourageons les membres du Conseil de sécurité à inviter plus fréquemment le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à participer à ses séances.

Nous nous associons à la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne.

Je me limiterai donc à souligner l'importance de deux éléments : l'inclusion, et un financement adéquat et durable.

Premièrement, nous convenons tous que seules des approches inclusives peuvent permettre de renforcer la confiance dans les processus de consolidation de la paix. Cela signifie qu'il est indispensable de garantir la participation véritable de toutes les parties prenantes, notamment les femmes, les jeunes et les minorités, à toutes les étapes de la consolidation de la paix. Cela signifie également qu'un dialogue inclusif doit avoir lieu à tous les niveaux, y compris au niveau local.

Nous disposons heureusement de quelques bons exemples de la manière dont cela peut se faire. Au

Soudan du Sud, par exemple, les équipes de protection des femmes de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud jouent un rôle important dans l'alerte rapide et les mesures préventives grâce à leurs activités quotidiennes de surveillance au sein des populations locales et des camps de déplacés. Ces équipes fournissent à la Mission des informations cruciales sur des questions clés en matière de consolidation de la paix, informations qui, autrement, passeraient largement inaperçues.

Hélas, nous avons aussi des exemples où, à l'inverse, l'exclusion de parties prenantes importantes des processus a contribué à une reprise de la violence. Même lorsque le rôle crucial des femmes et des jeunes est évident, comme au Soudan en 2019, la nécessité que leur voix soit entendue devrait l'être tout autant. Cela n'a pas été le cas.

Sur ce plan, le Conseil peut et doit jouer son rôle en veillant à ce que les mandats tiennent systématiquement compte de l'importance d'adopter des approches inclusives, par exemple, en accordant toujours une attention particulière aux éléments relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité, ainsi qu'aux jeunes et à la paix et à la sécurité, et en se montrant plus à l'écoute. Cela signifie qu'il faut non seulement inviter des femmes et des jeunes à partager leurs points de vue et leurs perspectives au Conseil, mais aussi donner suite à leurs suggestions en proposant des actions concrètes. De même, nous espérons que les travaux actuellement en cours concernant le Nouvel Agenda pour la paix reconnaîtront l'importance d'adopter des approches inclusives, notamment en donnant aux femmes et aux jeunes la possibilité de contribuer aux consultations.

Deuxièmement, nous devons également instaurer la confiance en ce qui concerne l'appui que nous apportons. Cela signifie que le financement doit être fiable et durable. L'ONU doit pouvoir compter sur des ressources adéquates et prévisibles lorsqu'il s'agit de s'acquitter de son mandat et de mener à bien ses tâches en matière de consolidation de la paix.

Le Royaume des Pays-Bas est donc favorable au recours à des contributions statutaires pour financer le Fonds pour la consolidation de la paix. Cela permettrait non seulement d'améliorer la prévisibilité du financement, mais aussi d'envoyer un signal fort indiquant que les États Membres appuient collectivement les efforts de consolidation de la paix de l'ONU et que nous, en tant qu'États Membres de l'ONU, faisons confiance au système des Nations Unies pour qu'il s'acquitte de ce mandat crucial. Agissons ensemble pour que les négociations

sur ce sujet aboutissent rapidement et favorablement à la Cinquième Commission.

En matière de consolidation et de pérennisation de la paix, le monde se tourne vers l'ONU, et donc vers chacun d'entre nous. Ensemble, nous devons renforcer la confiance dans les personnes, les institutions et l'ONU, sans quoi nos efforts en ce sens n'aboutiront pas. Nous sommes convaincus que le débat d'aujourd'hui constituera un pas important dans cette direction.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Népal.

M. Rai (Népal) (*parle en anglais*) : Je me joins aux orateurs et oratrices précédents pour vous féliciter, Madame la Présidente, ainsi que votre grand pays, de votre accession pour la première fois à la présidence du Conseil de sécurité. Je vous remercie d'avoir organisé ce débat pertinent aujourd'hui, à un moment où la crédibilité et l'efficacité du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité mondiales sont remises en question.

Nous vivons aujourd'hui sous la menace des armes nucléaires et de la rivalité des grandes puissances, mais aussi sous l'emprise dévastatrice des changements climatiques et des pandémies. Des outils clés tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'action climatique et les biens communs numériques sont toujours sous-exploités et n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés. Les pays pauvres et bon nombre de pays en développement souffrent du surendettement, de l'aggravation de la pauvreté, des inégalités et de l'inflation. La confiance au sein des nations et entre elles est en déclin, et les défis liés à la consolidation et à la pérennisation de la paix se sont multipliés.

Il y a 78 ans, l'ONU a été créée sur les cendres de la Seconde Guerre mondiale afin que la paix universelle l'emporte sur les conflits, que la confiance l'emporte sur l'animosité et que la prospérité l'emporte sur la pauvreté.

La fragilité actuelle nous oblige à redoubler d'efforts pour rétablir la confiance entre les nations, une confiance ancrée dans la Charte des Nations Unies, le multilatéralisme et le droit international. Les enjeux sont trop importants pour laisser la méfiance et la suspicion régir les relations internationales.

La consolidation de la paix exige que l'on continue à donner la priorité au développement afin de remédier aux causes profondes des conflits. Compte tenu de l'importance du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, nous devons souligner l'importance de la

réalisation des objectifs de développement durable dans les délais fixés. Fort de son expérience de pays sortant d'un conflit, le Népal insiste sur les efforts de consolidation de la paix dirigés par les pays concernés et fondés sur un dialogue politique constant et des processus politiques inclusifs. Pour pérenniser la paix, les voix de toutes les composantes de la société doivent être entendues et leurs préoccupations prises en compte. La participation véritable des femmes, des jeunes et des minorités est la pierre angulaire de l'instauration d'un climat de confiance au sein des systèmes de gouvernance. Il est également indispensable de renforcer la coopération entre le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission de consolidation de la paix en ce qui concerne le programme de consolidation de la paix. Nous soulignons l'importance de la synergie des travaux des équipes de pays des Nations Unies, des institutions financières internationales et des organisations régionales afin de mobiliser des ressources suffisantes pour répondre aux besoins en matière de consolidation de la paix.

Le Népal, qui est l'un des principaux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, a toujours accordé la priorité aux efforts de consolidation de la paix dans le cadre des opérations de maintien de la paix auxquelles il participe, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

Enfin, la confiance est une condition préalable essentielle au maintien d'une paix durable dans le monde. L'instauration de la confiance au sein des nations et entre elles passe par un dialogue permanent et des échanges francs qui leur permettent de parvenir à une compréhension commune. Les États Membres doivent respecter la Charte des Nations Unies pour favoriser la confiance et garantir une paix durable.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant des Philippines.

M. Lagdameo (Philippines) (*parle en anglais*) : Nous félicitons la Suisse de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour la première fois de son histoire et d'avoir organisé le présent débat public, qui tombe à point nommé.

Dans le contexte géopolitique actuel, il existe un déficit de confiance croissant entre les pays et au sein de ceux-ci, ce qui fait peser un défi sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales et les efforts de collaboration déployés pour faire face aux menaces actuelles et émergentes.

La proposition du Secrétaire général relative à un Nouvel Agenda pour la paix constitue une initiative importante pour « renforcer la confiance pour établir une paix durable ». Un Nouvel Agenda pour la paix axé sur l'être humain doit promouvoir et renforcer l'inclusion des femmes, des jeunes et de la société civile dans le cadre du droit international dans un ordre fondé sur des règles. Cette question doit être au cœur du programme de travail de la Commission de consolidation de la paix.

Notre expérience dans le sud des Philippines est un bon exemple de processus de paix axé sur l'être humain. Nous avons tout mis en œuvre pour que les communautés atteignent la qualité de vie qu'elles souhaitent, ce qui passe par la recherche de moyens de subsistance durables et la participation politique au sein d'une société pacifique et délibérative. Ce processus de normalisation dans le Bangsamoro a favorisé l'élaboration d'une feuille de route efficace pour la paix et le développement, qui est inclusive et participative et tient compte des conflits, de la culture et des questions de genre. Pour ce faire, le Gouvernement philippin a engagé un dialogue avec toutes les parties prenantes, y compris les femmes, les jeunes, les chefs religieux et la société civile. Les Philippines ont lancé cette initiative de paix dans la région dans le but commun de régler la question du Bangsamoro dans l'honneur, la justice et la dignité pour toutes les parties concernées.

Comme l'a montré l'expérience philippine, le Nouvel Agenda pour la paix doit également comprendre les éléments cruciaux suivants. Pour instaurer un climat de confiance, tous les États Membres, en particulier le pays et la région concernés, doivent avoir leur mot à dire dans la prise de décision, et ce processus de décision doit être placé sous le signe de la transparence, tandis que les décideurs sont tenus de rendre compte de leurs actes. Il faut en outre intensifier la collaboration entre les États Membres, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes. Cela peut contribuer à améliorer la compréhension, à définir des objectifs communs et à faciliter la coopération.

Nous devons aussi participer activement aux efforts de prévention et de règlement des conflits. Il peut s'agir d'appuyer les négociations, de promouvoir le dialogue et de fournir des services de médiation et d'autres formes d'assistance pour aider à prévenir ou à régler les conflits.

Je tiens à souligner que les droits humains sont un moyen d'instaurer une confiance stratégique dans le contexte de la consolidation et de la pérennisation de la paix. Les Philippines sont convaincues qu'il est essentiel de respecter les engagements en matière de droits humains,

mais elles estiment que la politisation des droits humains n'est pas une méthode efficace pour améliorer la situation des droits humains et apporter des changements durables sur le terrain. Les mécanismes et les programmes relatifs aux droits humains fondés sur une coopération et un dialogue constructifs, tels que le programme conjoint des Philippines et de l'ONU sur les droits humains, constituent un bon modèle qui permet de renforcer la confiance entre les États Membres, l'ONU et les autres parties prenantes et d'établir des partenariats durables en faveur de la démocratie, de la justice et de l'état de droit.

Sur le plan logistique, l'amélioration du renforcement des capacités et du financement est un ingrédient indispensable. Nous devons tirer parti de la recherche et des technologies de pointe pour que les décisions que nous prenons soient fondées sur des données, des faits et la science. L'utilisation des technologies modernes doit être considérée favorablement. Par exemple, il est aujourd'hui beaucoup plus facile, après la pandémie, de nouer le dialogue avec les gouvernements dans un format virtuel ou hybride. Nous devons renforcer plus encore ce système et le rendre plus sûr et plus adapté à ses objectifs. Dans tous les cas, le Conseil de sécurité et le Secrétariat doivent veiller à ce que les vues des gouvernements soient pleinement prises en compte lorsqu'ils procèdent à la triangulation des données provenant de sources non gouvernementales.

Nous sommes par ailleurs conscients que le financement est une composante essentielle de la consolidation de la paix. Nous devons appuyer nos institutions chargées de promouvoir la paix en les dotant des ressources nécessaires et en renforçant les processus participatifs. Cela permettrait à des institutions telles que la Commission de consolidation de la paix de se consacrer à des questions prioritaires comme le soutien aux approches transfrontalières et régionales, la facilitation des phases de transition et la promotion de l'inclusion au moyen de l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Dans tous les processus liés à la paix et à la sécurité internationales, y compris dans le domaine du désarmement, les Philippines s'emploient résolument à faire reconnaître l'importance de promouvoir la confiance entre les États Membres. Nous exhortons les États Membres à poursuivre sans relâche leurs efforts pour trouver les moyens qui permettront à la confiance de prospérer, tout comme nous lui permettrons de perdurer à l'avenir.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Kazakhstan.

M. Rakhmetullin (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous félicitons la présidence suisse et les intervenants de nous avoir rappelé à point nommé combien il importe de « renforcer la confiance pour établir une paix durable », non seulement pour les sociétés fragiles, mais aussi pour les sociétés relativement sûres, afin de les protéger contre des menaces sans précédent, et de prévenir celles-ci, en appliquant les principes de l'inclusion, de la normalisation et de l'utilisation de données factuelles.

Le Kazakhstan est favorable aux efforts conjoints et coordonnés déployés pour mettre en place un processus global de consolidation de la paix. Nous prenons très au sérieux les engagements que nous avons pris dans le cadre de la mise en œuvre d'un Nouvel Agenda pour la paix, en accordant une attention particulière aux femmes et aux filles.

Je voudrais évoquer brièvement les mesures que mon pays a adoptées pour promouvoir la paix régionale et mondiale, sur la base des concepts d'inclusion et de résorption du déficit de confiance dans le multilatéralisme moderne, comme l'a constamment souligné le Président du Kazakhstan, M. Tokayev. Mon pays a créé la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie. Il a accueilli le dix-neuvième cycle de négociations tenues dans le cadre du processus d'Astana sur la Syrie, des réunions consultatives régulières entre chefs d'État des pays d'Asie centrale pour renforcer les partenariats multilatéraux et interétatiques, ainsi que le Congrès triennal des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles, qui s'inscrit dans le droit fil du concept de culture de paix défini par l'ONU. On peut également citer nos stratégies nationales de développement, qui prennent en compte l'ensemble des 17 objectifs de développement durable, notre soutien à l'Afghanistan au moyen d'une coopération économique accrue avec la région de l'Asie centrale, la création d'un centre régional des Nations Unies pour les objectifs de développement durable en Asie centrale et en Afghanistan, ainsi que la mobilisation de l'aide humanitaire et la transformation de l'Asie centrale en une zone de paix et de sécurité.

Le terrorisme, la criminalité et la corruption sont des fléaux qui déstabilisent la société. C'est pourquoi nous avons lancé un plan d'action commun pour mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale.

Pour ce qui est du désarmement, une plus grande transparence, la vérification, un désarmement total, l'irréversibilité et la réduction du rôle de des armes nucléaires dans les doctrines militaires renforceront la paix et

la sécurité nucléaires, ainsi que le dédommagement des victimes.

Nous sommes convaincus que l'adhésion aux principaux instruments juridiquement contraignants de l'ONU et leur transposition dans les législations nationales et régionales permettent d'instaurer la confiance et la prévisibilité.

Les réformes du secteur de la sécurité renforcent la confiance, protègent les droits humains, favorisent le respect des règles encadrant les activités militaires et empêchent la montée en puissance des milices et des armées non étatiques non autorisées.

Enfin, les données factuelles sont essentielles pour relever tous les défis auxquels l'ONU est confrontée en ce qui concerne l'évaluation réaliste des projections, l'alerte rapide, la prise de mesures en temps utile, ainsi que la gestion et l'échange d'informations, qui sont les piliers de la confiance. La science contribue également à lutter contre la mésinformation et la désinformation qui visent à semer le mécontentement, à alimenter les hostilités et à perturber les sociétés.

Pour terminer, le Kazakhstan est disposé à se joindre aux efforts multilatéraux déployés pour préserver la confiance, condition *sine qua non* de la consolidation de la paix et de la solidarité dans le monde.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka.

M. Pieris (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Je tiens à féliciter la Suisse de son accession à sa toute première présidence. Nous sommes pleinement convaincus que l'Ambassadrice Baeriswyl s'acquittera de son mandat avec efficience.

On dit que la paix est un sous-produit de la confiance, et lorsque la confiance est établie, nous méditons et nous nous concentrons sur qui est notre voisin et sur qui nous sommes pour lui. La transposition de cette éthique à notre propre environnement ne peut se faire que si notre politique étrangère est structurée de manière à s'adapter à notre voisin, à l'autre, pour ainsi dire. Nous sommes réunis ici pour évaluer les efforts que nous déployons pour pérenniser la paix tout en anticipant l'avenir, en élaborant des méthodes visant à réduire au minimum les effets des chocs et des facteurs de stress et en renforçant la confiance pour la mettre à l'épreuve du temps, une expression incroyable. À l'heure où nous sommes en proie à des crises multiples et croisées, il est impératif que nous renouvelions notre engagement à

instaurer la confiance et à renforcer nos mécanismes pour faire face à ces défis à l'avenir.

Nous devons accepter la position selon laquelle, du point de vue de l'inclusion, nous devons garantir la participation pleine, égale et véritable de toutes les parties prenantes, en particulier des femmes et des jeunes, aux processus de consolidation de la paix. Ce faisant, nous suscitons la confiance dans ces processus et assurons leur viabilité à long terme. Bien entendu, nous ne pouvons pas nous arrêter là. Nous devons mobiliser plus efficacement l'ensemble du dispositif de consolidation de la paix, y compris les organisations régionales et sous-régionales, si nous voulons instaurer une paix inclusive et durable. Je ne peux m'empêcher de citer l'archevêque Tutu, qui insistait beaucoup sur l'importance de la confiance et de la réconciliation dans la consolidation d'une paix durable. Selon ses mots, nous devons croire en la possibilité d'un monde pacifique, malgré toutes les difficultés que nous voyons autour de nous, et cela vaut la peine d'œuvrer à sa concrétisation. Nous devons favoriser la confiance entre les personnes et les communautés, ainsi qu'entre les nations. Nous devons reconnaître la dignité et la valeur de chaque être humain et promouvoir les droits humains et la justice sociale. Et nous devons œuvrer de concert, dans un esprit de solidarité et de coopération, pour créer un monde sûr, juste et durable pour chacune et chacun d'entre nous. Nous avons besoin de cadres normatifs.

Dans le contexte des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité concernant les cadres normatifs, si nous voulons renforcer la confiance, nous devons examiner la manière dont le droit international des droits de l'homme peut favoriser l'établissement des responsabilités tout en incarnant la prévisibilité, deux éléments essentiels à l'instauration d'un climat de confiance. L'état de droit, contrat social entre les gouvernements et leurs peuples, ancré dans la démocratie, les droits humains et l'élimination des inégalités, est indispensable à la pérennisation de sociétés pacifiques, résilientes et confiantes. Le Conseil de sécurité doit utiliser de manière créative l'ensemble des moyens et canaux dont il dispose ainsi que son influence singulière au niveau mondial pour s'assurer que les cadres normatifs mondiaux restent à même de pérenniser efficacement la paix à la lumière des menaces actuelles et émergentes à la paix et à la sécurité. Après tout, le Conseil de sécurité ne doit-il pas être le saint des saints, le grand autel de la paix mondiale ? L'initiative de renforcement de la confiance ne doit-elle pas être solidement ancrée ici, en procédant, le cas échéant, aux réformes qui s'imposent ? L'efficacité des cadres normatifs dans l'instauration de la confiance et la pérennisation de la paix est toutefois

tributaire de leur mise en œuvre et de leur application. Si les normes et les règles ne sont pas respectées ou si elles semblent faire l'objet d'une application sélective ou d'une politique de deux poids, deux mesures, la confiance peut s'en trouver ébranlée et des tensions peuvent apparaître entre les États et les autres acteurs. C'est pourquoi il est important de veiller à ce que les cadres normatifs soient mis en œuvre de manière équitable et cohérente et à ce que les auteurs de violations soient amenés à répondre de leurs actes.

Il n'est pas difficile de comprendre qu'il existe un lien étroit entre l'instauration de la confiance et la pérennisation de la paix. Les processus de justice transitionnelle, tels que les commissions de vérité, peuvent jouer un rôle dans l'instauration de la confiance en promouvant l'application du principe de responsabilité pour les atteintes aux droits humains commises dans le passé, en reconnaissant les souffrances des victimes et en facilitant la réconciliation entre les différents groupes. Le Nouvel Agenda pour la paix, tel que proposé par le Secrétaire général, plaide en faveur d'une approche plus intégrée de la consolidation de la paix, ainsi que l'ancien Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali l'a également mentionné en 1992, en définissant diverses mesures susceptibles de contribuer à la consolidation de la paix. Ce dernier a insisté sur l'importance de l'instauration de la confiance lorsqu'il a déclaré qu'un agenda pour la paix reconnaissait la confiance comme un élément indispensable à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables. Il a déclaré qu'aucune paix majeure ne saurait être durable et qu'aucune sécurité ne saurait être garantie sans la confiance entre tous les peuples, la prise en compte de leurs conditions socioéconomiques et un effort soutenu pour consolider une paix qui soit à la fois inclusive et accueillante. Il croyait fermement que l'une des conditions fondamentales de la paix était la justice sociale, et en effet, il ne peut y avoir de paix sans justice sociale.

C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'instaurer la confiance en nous appuyant sur une multitude de perspectives d'inclusion, de cadres normatifs et de faits. Le Conseil de sécurité a un rôle essentiel à jouer dans cette entreprise, et nous appelons tous les États Membres à œuvrer de concert pour construire un monde plus pacifique et plus prospère. C'est S. S. le pape Jean XXIII qui nous a rappelé que la paix des nations ne réside pas dans l'égalité des moyens, mais dans la seule confiance mutuelle.

Le Président : Je donne maintenant la parole à la représentante du Danemark.

M^{me} Wegter (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des pays nordiques, à savoir la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et mon pays, le Danemark.

Nous félicitons la Suisse de son accession à sa première présidence du Conseil de sécurité et nous vous remercions, Monsieur le Président, de nous avoir réunis aujourd'hui pour discuter de la question pertinente de l'instauration de la confiance.

Les pays nordiques sont bien connus pour le niveau élevé de confiance qui règne dans leurs sociétés, et nous sommes conscients de l'importance que la confiance revêt pour le bien-être de nos sociétés. Dans le prolongement logique de ce constat, nous considérons la confiance comme une nécessité pour garantir un multilatéralisme efficace et pour consolider et pérenniser la paix à l'intérieur des États et entre eux. Dans le cadre de la présente séance, nous souhaitons formuler trois recommandations en vue de renforcer la confiance au sein du dispositif de consolidation de la paix : donner la priorité à la prévention, promouvoir les partenariats et garantir l'inclusion d'actrices, d'acteurs et de points de vue divers dans nos processus et nos initiatives.

Premièrement, le renforcement de la prévention est un élément clef de l'instauration de la confiance. Le Nouvel Agenda pour la paix offre une occasion idéale d'accroître l'efficacité des efforts que nous déployons collectivement pour pérenniser la paix et rétablir la confiance dans nos systèmes. À cette fin, nous devons renforcer les capacités de prévention à tous les niveaux en prenant en compte les changements climatiques et en établissant un lien étroit entre la prévention des conflits et la protection et la promotion des droits humains, car elles représentent à la fois l'objectif ultime de sociétés plus pacifiques et plus justes et les moyens d'y parvenir.

Deuxièmement, des partenariats fondés sur l'égalité contribuent à instaurer la confiance entre les parties prenantes et à pérenniser la paix, qu'il s'agisse d'organisations régionales, d'organisations locales de la société civile, de jeunes qui comblent les fossés au sein des communautés ou de femmes dont la participation pleine, égale et véritable à tous les stades du conflit permet de renforcer la durabilité des processus de paix. La mise en place de ces partenariats inclusifs passe nécessairement par un financement adéquat, prévisible et durable de la consolidation de la paix. Nous devons également soutenir les initiatives de paix menées à l'échelon local.

Troisièmement, la confiance peut être renforcée dans l'ensemble du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU en approfondissant encore la collaboration entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix. Cette coopération s'est améliorée, mais son plein potentiel reste inexploité. Le rôle fédérateur de la Commission, qui met l'accent sur l'appropriation nationale et les échanges entre pairs, peut être mis à profit pour tenir compte d'un plus large éventail de voix dans les travaux du Conseil.

À l'heure où de multiples crises mettent à l'épreuve nos normes et nos institutions, nous devons œuvrer de concert et instaurer la confiance pour consolider et pérenniser la paix.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Hilale (Maroc) : Qu'il me soit permis tout d'abord, Monsieur le Président, de vous exprimer les sincères félicitations de ma délégation suite à votre élection pour diriger les travaux du Conseil de sécurité, pour la première fois dans l'histoire de la Suisse, pendant ce mois de mai, et de vous assurer de notre pleine et entière coopération.

Je saisis cette occasion pour remercier M^{me} Cynthia Chigwenya, Ambassadrice de la jeunesse pour la paix en Afrique australe, et M^{me} 'Funmi Olonisakin, Vice-Présidente et professeure spécialisée dans les questions de sécurité, de leadership et de développement au King's College London, pour leurs exposés exhaustifs et leur participation à ce débat public.

Les conflits de nos jours génèrent des dynamiques géopolitiques et transfrontalières multidimensionnelles et complexes qui nécessitent le renforcement du multilatéralisme pour mieux promouvoir la paix et la sécurité internationales, en favorisant les mesures de confiance et les approches inclusives dans les processus de consolidation de la paix, les partenariats entre les gouvernements et les acteurs de la société civile, le respect des droits de l'homme, la prééminence de l'état de droit, ainsi que le plein respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale des États Membres.

Afin de bâtir une paix pérenne capable de faire face aux défis actuels et émergents, l'Organisation des Nations Unies et plus particulièrement, le Conseil de sécurité, devraient continuer de faire usage de tous les moyens, les instruments et les règles mis à leur disposition par la Charte des Nations Unies pour la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends, notamment à

travers, premièrement, la promotion de la médiation et du dialogue en tant que mesures de confiance *sine qua non* qui contribuent à la prévention des conflits et à la restauration de la confiance entre les parties prenantes. Dans ce sens, le recours aux bons offices du Secrétaire général demeure fondamental pour promouvoir le règlement pacifique des différends et amener les parties prenantes à s'engager dans des négociations, la médiation et d'autres méthodes pacifiques afin de régler leurs différends.

Deuxièmement, nous devons renforcer la pérennisation et la consolidation de la paix pour prévenir la réapparition des conflits et promouvoir la stabilité et le développement dans les pays ou les régions ayant connu des conflits. Dans ce cadre, il est très important de poursuivre le renforcement de la collaboration entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix en vue d'assurer des stratégies plus cohérentes pour renforcer la résilience et l'efficacité des institutions, et apporter des approches inclusives capables de soutenir les initiatives nationales de consolidation de la paix.

Troisièmement, nous devons veiller au respect du principe de bon voisinage, à la prééminence des valeurs universelles du vivre ensemble et, surtout, à la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

Mon pays soutient les actions entreprises par le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les organismes des Nations Unies pour, premièrement, assurer une représentation égale des femmes dans les institutions nationales, régionales et internationales ; deuxièmement, promouvoir leur rôle clef dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que dans le maintien et la consolidation de la paix ; et troisièmement, leur octroyer les moyens d'influencer la prise de décision à tous les niveaux. Dans ce sens, le Royaume du Maroc a officiellement lancé son premier plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité le 23 mars 2022, en soutien à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Il a également mis en place des politiques sensibles au genre qui renforcent la participation, la résilience et le leadership des femmes et des jeunes dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Le Maroc reconnaît également le rôle clef du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité dans la promotion de la paix et de la sécurité au sein de leurs communautés et partout dans le monde, et la nécessité que les jeunes contribuent aux processus de prise de décision aux niveaux national, régional et international. Les jeunes ne constituent pas seulement l'avenir mais représentent également une phase cruciale de notre présent, et leurs apports contribuent substantiellement à

façonner les efforts de prévention des conflits et de pérennisation de la paix.

Le Royaume du Maroc voudrait réitérer son plein soutien au Secrétaire général et partager entièrement la vision de ses recommandations pour faire face aux défis communs du XXI^e siècle, notamment à travers la mise en place du Nouvel Agenda pour la paix. Ce Nouvel Agenda pour la paix mettra en avant l'ensemble des voies diplomatiques qu'offre la Charte des Nations Unies pour promouvoir la paix et la sécurité internationales, notamment les dispositions du Chapitre VI afférentes à la négociation, à la médiation et à la conciliation, ainsi que l'accent mis sur la prévention et la consolidation de la paix. Cet Agenda permettra également de créer un sentiment d'urgence dans la recherche d'un avenir meilleur pour nous tous, dans le but de réduire les risques stratégiques, de renforcer les capacités de prévision, d'intensifier l'action contre la violence, de s'attaquer aux causes profondes des conflits, de lutter l'extrémisme violent, de placer les femmes au centre des efforts de paix ainsi que de promouvoir la participation significative des jeunes à la prise de décision.

Pour conclure, mon pays considère que le recours à une série d'approches et d'instruments de renforcement de la confiance reste capable de bâtir une paix durable et pérenne face aux défis actuels et émergents. Le renforcement de la confiance est essentiel pour favoriser la paix. Lorsque les Nations Unies se font confiance, elles sont plus enclines à travailler ensemble, à coopérer ensemble et à trouver des solutions aux problèmes communs ensemble.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant du Koweït.

M. Mohammad (Koweït) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je saisis cette occasion pour vous féliciter chaleureusement, Monsieur le Président, pour l'accession de la Suisse à la présidence du Conseil de sécurité pour la première fois de son histoire, et je souhaite à votre pays, qui est un pays ami, plein succès dans la présidence du Conseil pour le mois de mai.

Je voudrais également vous remercier d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur le thème « Renforcer la confiance pour établir une paix durable » et d'avoir préparé cette précieuse note de cadrage (S/2023/283, annexe) pour la présente séance.

Cet important débat public a été organisé à un moment très critique, car notre monde est aujourd'hui confronté à des risques, des défis et des menaces plus interconnectés que jamais. Bien que le système international

multilatéral, l'ONU et ses différents organes, notamment le Conseil de sécurité, aient démontré par le passé leur capacité à faire face de manière efficace et décisive à de nombreux risques, défis et menaces, nous nous trouvons aujourd'hui face à un système international qui n'a plus l'efficacité qu'il avait auparavant. C'est un système marqué par des perturbations, des divergences et des divisions de plus en plus profondes entre les États Membres, et qui se trouve parfois incapable de faire face et de répondre de manière appropriée aux défis politiques, humanitaires, économiques, sociaux, environnementaux, sanitaires et de sécurité auxquels notre monde est confronté aujourd'hui.

C'est pourquoi il est plus important que jamais que nous réexaminions les outils dont nous disposons et que nous nous efforcions de mieux les exploiter afin de relever ces défis. Nous devons également examiner les possibilités offertes par les différents outils modernes, tels que les technologies et la numérisation, et mener une action collective en vue d'adopter des mesures plus concrètes pour réformer le système international multilatéral, avec l'ONU à sa tête, afin qu'il soit plus apte à relever les défis actuels et futurs.

Je voudrais commencer par les outils dont nous disposons actuellement et qui doivent être mieux mis en œuvre, notamment par le Conseil de sécurité. La Charte des Nations Unies prévoit un certain nombre d'outils pour régler les différends par des moyens pacifiques, en particulier le Chapitre VI, qui énonce les mesures à prendre pour régler tout différend entre des parties en conflit par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire ou de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix. Le Conseil sait que le coût de la gestion d'une crise après son déclenchement est particulièrement élevé pour la communauté internationale. L'action du Conseil ne devrait donc pas se limiter à la seule gestion des conséquences des conflits. Nous ne devrions pas nous contenter de contenir les conséquences des conflits. Il nous appartient d'étudier des moyens plus efficaces de prévenir les conflits. À cet égard, nous tenons à souligner l'importance de renforcer le rôle que jouent les organisations régionales et sous-régionales dans la prévention des conflits et les efforts de médiation, conformément au Chapitre VIII de la Charte, en renforçant leurs partenariats stratégiques avec l'ONU afin de mettre en œuvre les efforts de médiation.

La consolidation et la pérennisation de la paix doivent être ancrées dans la confiance à toutes les étapes du processus de consolidation de la paix, condition

essentielle pour bâtir des sociétés réconciliées, pacifiques et résilientes où le dialogue l'emporte sur la violence, la justice sur l'injustice, l'ordre sur le chaos et la coexistence pacifique sur l'intolérance. Si nous voulons faire de la confiance un pilier essentiel du succès des opérations de maintien de la paix, nous devons insister sur la réconciliation nationale et la participation effective de toutes les parties, y compris les femmes et les jeunes, aux processus politiques pertinents. Une participation véritable des femmes aux processus politiques et à la consolidation de la paix a un impact positif sur les résultats de ces processus. Nombre de rapports et de statistiques indiquent que la participation des femmes accroît la probabilité que les accords de paix soient appliqués et s'inscrivent dans la durée. En outre, les efforts politiques devraient être appuyés par des efforts de développement durant la phase d'après-conflit. Il existe un lien étroit entre la paix, la sécurité et le développement durable. Il ne peut y avoir de paix durable sans développement ; il ne peut y avoir de développement sans paix durable.

Nous appuyons le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), dans lequel il appelle à l'élaboration d'un Nouvel Agenda pour la paix. Nous estimons qu'un tel agenda devrait être intégré et global du point de vue de la paix et de la sécurité. Il devrait nous aider à surmonter les défis classiques comme les conflits militaires et la prolifération, de même que les défis nouveaux comme les changements climatiques et les cybermenaces. Cette initiative doit être ancrée dans la réalisation des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. À cet égard, nous estimons que la diplomatie préventive, la médiation et la consolidation et la pérennisation de la paix devraient constituer des éléments clefs du Nouvel Agenda pour la paix.

En conclusion, le Koweït souligne que l'ONU est la pierre angulaire de l'action multilatérale internationale, fondée sur les buts et principes inscrits dans la Charte, qui régissent les relations entre les États. Dans le même temps, nous soutenons les efforts déployés en vue de réformer le système des Nations Unies afin de rendre l'Organisation plus efficace et mieux à même de relever les défis actuels et futurs.

Le Président : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Ukraine.

M^{me} Hayovyshyn (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine apprécie vivement l'initiative de la présidence suisse de tenir cet important débat, et nous remercions tous les intervenants de leurs exposés.

Notre délégation se rallie à la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne, que je tiens à compléter en faisant la déclaration ci-après à titre national.

On peut difficilement remettre en question le lien entre confiance et paix, pas plus que nier l'actuel déficit de confiance. Comme il est souligné à raison dans la note de cadrage, « [a]u fond, la confiance est une question d'attentes et de prévisibilité » (S/2023/283, p.2). Étant donné qu'une guerre totale, la plus meurtrière qui ait eu lieu sur le continent européen depuis huit décennies, a débuté en plein milieu d'une séance du Conseil de sécurité (voir S/PV.8970), nous avons clairement un problème en termes d'attentes et de prévisibilité. Par conséquent, nous devrions nous occuper des violations en cours, et la Charte des Nations Unies devrait être au cœur de nos tentatives d'établir la confiance sur la durée. En parlant du rôle du Conseil de sécurité dans le renforcement de la confiance, nous devrions reconnaître que le Conseil n'est pas un point de référence crédible, actuellement, vu son incapacité d'assurer ce pour quoi il a été créé, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales, sa responsabilité principale, que les États Membres lui ont conférée en vertu de la Charte.

Le comportement irresponsable d'un seul pays a totalement anéanti la confiance. Il n'y a pas qu'en Ukraine que les gens pensent que le Conseil est incapable de tenir cette promesse. C'est pourquoi nous apprécions l'intitulé du présent débat public, qui suggère que la confiance devrait être renforcée. L'Ukraine est fermement en faveur de son rétablissement. La confiance repose sur une l'équité et la justice. Dès qu'une violation a lieu, la confiance est compromise, et elle ne peut être rétablie sans traiter et réparer cette injustice. Si le cycle de l'impunité n'est pas rompu et que l'auteur de la violation ne répond pas de ses actes, les termes que nous utilisons dans nos documents, de réflexion ou autres, n'a pas grande importance, pas davantage que les processus que nous lançons.

Nous accueillons favorablement les discussions sur l'avenir, mais il n'y pas de demi-solution au problème que je viens de mentionner si nous voulons atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés. Nous ne réussirons que si le principe de responsabilité est appliqué et que si les outils nécessaires pour amener le coupable à rendre des comptes sont adéquats et correctement utilisés. Quand votre maison est en feu, vous n'allez pas à Leroy Merlin acheter un nouveau papier peint. Vous devez d'abord éteindre le feu. Pourtant, un criminel présumé a récemment présidé le Conseil, alors que la violation de la souveraineté et de

l'intégrité territoriale d'autres États est inscrite dans sa constitution. Il est de notre devoir d'éteindre ce feu, le feu des graves violations du droit international et de la Charte commises par la Fédération de Russie. La question est de savoir si le monde se contente de regarder ou s'il finira par agir, comme il a agi il y a huit décennies, lorsque le Tribunal de Nuremberg a servi de rempart contre les violations et l'agression. Nous sommes convaincus que les futurs procès des criminels de guerre russes joueront le même rôle pour la confiance, la paix et les générations actuelles et futures des Nations Unies.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Jordanie.

M. Hmoud (Jordanie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, j'ai le plaisir de remercier la Suisse d'avoir organisé le présent débat public, qui est important et tombe à point nommé. Je tiens aussi à remercier les intervenants des observations utiles qu'ils ont faites au Conseil de sécurité.

La Jordanie souligne le rôle central de l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous sommes déterminés à soutenir et promouvoir les efforts, initiatives et résolutions de l'Organisation qui visent à prévenir et contrer les menaces à la paix et à la sécurité dans le monde entier. Face à l'évolution des défis et des menaces, le Conseil de sécurité doit diriger et faire progresser les efforts internationaux destinés à bâtir des sociétés pacifiques et résilientes. Le Conseil peut apporter une contribution efficace à la pérennisation de la paix et de la sécurité internationales en remédiant aux causes profondes des conflits, en contribuant à la cessation des hostilités, en renforçant l'action de prévention des conflits et de consolidation de la paix, en veillant à l'application du principe de responsabilité pour les crimes, en faisant la promotion de la justice et en garantissant la participation pleine, égale et véritable de toutes les parties prenantes, y compris les femmes et les jeunes, tout au long des processus de consolidation de la paix.

À cet égard, nous insistons sur l'importance de la pleine application des résolutions 1325 (2000) et 2250 (2015) et de la formulation de politiques inclusives et axées sur les personnes dans le cadre des processus politiques et des efforts de paix. En outre, la consolidation des partenariats avec les organisations régionales, les groupes de la société civile et les autres parties prenantes concernées est capitale pour appuyer plus avant les acteurs locaux sur le terrain et assurer une approche fonctionnelle

et cohérente de la pérennisation de la paix. Ces partenariats doivent s'inscrire dans une approche intégrée de la consolidation de la paix.

À la lumière des problèmes et des menaces actuels, et dans le but de promouvoir la confiance et la prévisibilité, le Conseil de sécurité doit s'employer à prévenir les conflits par des moyens diplomatiques et des mécanismes d'alerte rapide, à renforcer les opérations de maintien de la paix par le déploiement de soldats de la paix bien formés et équipés ainsi qu'à poursuivre les efforts de médiation en coordination avec les organisations régionales.

En outre, pour instaurer la paix et la pérenniser, il est impératif d'amener les auteurs de crimes à répondre de leurs actes et de promouvoir l'état de droit. Les processus de consolidation de la paix doivent par conséquent viser à renforcer les institutions judiciaires des États sortant d'un conflit afin de garantir le respect de l'état de droit ainsi que l'application des règles internationalement reconnues et des normes relatives aux droits humains. En outre, les processus de consolidation de la paix doivent tenir compte des différences et des particularités des sociétés et des États sortant d'un conflit. Des normes minima doivent être clairement définies en matière de droits humains et de règles internationales. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont des rôles clefs à jouer à cet égard.

Eu égard à ce qui précède, la Jordanie considère que le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général est un point de départ de discussions et d'un dialogue constructifs entre les interlocuteurs gouvernementaux et non gouvernementaux concernés sur une approche globale et durable de la consolidation de la paix, et souligne le rôle primordial des États à cet égard.

Le prochain Sommet de l'avenir est le lieu approprié pour promouvoir une nouvelle direction afin de faire progresser la paix d'une manière qui réponde aux défis existants conformément aux règles du droit international et de la Charte des Nations Unies. Le Sommet offre une occasion singulière de discuter des mesures de confiance, notamment en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le cadre des efforts de consolidation de la paix, de la lutte contre les causes profondes des conflits, de la défense des droits humains et de l'appui aux programmes de développement des États situés dans des zones de conflit, en proposant des programmes de renforcement des capacités et en développant les institutions nationales afin d'assurer la justice et d'instaurer une paix pérenne.

Je vous remercie à nouveau la Présidente d'avoir organisé cet important débat public, compte tenu de la nécessité urgente pour le Conseil de sécurité d'utiliser pleinement sa position de premier plan pour contribuer de manière significative à la pérennisation de la paix et à la prévention de la résurgence des conflits et de l'instabilité.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Myanmar.

M. Tun (Myanmar) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je félicite la Suisse de son accession à la présidence du Conseil de sécurité. Le Myanmar remercie la Suisse d'avoir organisé cet important débat public. Je remercie également le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et les autres intervenantes de leurs exposés de ce matin (voir S/PV.9315).

Une paix pérenne est fondamentale pour le progrès de l'humanité et le développement de toute société. L'instauration et la pérennisation de la paix font partie des principales responsabilités de tout gouvernement. Au sein de toute société, la confiance entre les personnes et les communautés et leur gouvernement est consolidée et maintenue par les institutions de l'état de droit, de la justice et de la démocratie. Les conflits violents éclatent souvent en raison de l'effondrement ou de la destruction de l'état de droit, qui est généralement précédé de violations systématiques et généralisées des droits humains, d'abus de pouvoir, d'actes d'exclusion et d'une impunité persistante. Favoriser la confiance du public et rétablir la foi dans les institutions de justice et de sécurité est une condition préalable à la réconciliation nationale et à une paix pérenne.

Toutefois, il est difficile d'y parvenir sans aborder les questions liées à l'application du principe de responsabilité et à l'impunité. La prévisibilité et la cohérence des réponses du Conseil face à des atrocités criminelles peuvent dans une large mesure contribuer au succès des processus de consolidation de la paix au niveau national. Dans ses résolutions, le Conseil a souligné l'importance d'assurer l'application du principe de responsabilité et de mettre fin à l'impunité en cas d'atrocités criminelles, notamment les crimes de guerre et les violences sexuelles. Dans le passé, le Conseil s'est penché sur la question de la responsabilité des auteurs de graves crimes internationaux et a contribué aux effets à long terme de la réconciliation nationale sur le terrain. En revanche, lorsque la communauté internationale et le Conseil de sécurité ne prennent pas de mesures adéquates, les auteurs de graves crimes internationaux s'enhardissent et leur impunité s'en trouve

par la suite renforcée. La paix peut alors difficilement être construite ou pérennisée.

À cet égard, je souhaite prendre pour exemple l'expérience, toujours actuelle, de mon pays, le Myanmar. Plus de 27 mois se sont écoulés depuis le coup d'État militaire illégal de février 2021. Au cours de cette période, en réponse au mépris flagrant de la junte illégale pour les vies humaines et l'humanité, ainsi qu'à la brutalité dont elle fait preuve à l'égard de la population, le Conseil a publié sept déclarations à la presse et une déclaration de la présidence (S/PRST/2021/5) et a adopté une résolution historique (résolution 2669 (2022)), la toute première sur le Myanmar, exprimant de nouveau sa préoccupation et sa condamnation face au recours à la violence contre la population civile, et appelant à la libération des dirigeants élus détenus ainsi qu'à la mise en œuvre rapide et complète du consensus en cinq points de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Cependant, la junte militaire a accueilli avec mépris et ignoré délibérément tous les appels lancés par le Conseil de sécurité. En revanche, la junte a assassiné plus de 3400 personnes et commis 64 massacres de civils au cours de cette période. Le dernier massacre à grande échelle en date est une odieuse attaque aérienne ciblée contre un rassemblement de civils dans le village de Pazigyí, le 11 avril, dans laquelle près de 200 civils, notamment des femmes et des enfants, dont un bébé âgé de 6 mois seulement, ont été tués. Cela constitue de toute évidence un crime contre l'humanité et un crime de guerre. Les attaques généralisées et coordonnées de la junte contre le peuple du Myanmar se poursuivent sans relâche et sont de plus en plus cruelles, au mépris total de la résolution 2669 (2022), dans laquelle celui-ci exige la cessation immédiate de toutes les formes de violence. Je tiens à rappeler le Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence relatif à l'action du Conseil de sécurité contre le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Nous parlons tous, régulièrement et à juste titre, de mesures préventives et de l'importance des alertes rapides. En ce qui concerne les atrocités commises par l'armée au Myanmar, les signes avant-coureurs sont légion. Le Secrétaire général, son Envoyé spécial pour le Myanmar, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar et le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar ont largement évoqué les atrocités commises par l'armée dans le pays. La question qui se pose ici est la suivante : comment le Conseil de

sécurité peut-il agir efficacement sur la base de ces alertes fournies par le système des Nations Unies ? Que peuvent attendre du Conseil de sécurité les habitants du Myanmar dont la vie est en danger ?

Nous comprenons qu'il puisse exister des divergences de vues au sein du Conseil sur les approches à adopter pour régler un conflit particulier. Toutefois, le Conseil doit dénoncer sans équivoque le meurtre délibéré de civils, prendre des mesures pour que les auteurs de ces actes en répondent et empêcher que d'autres vies ne soient perdues. Les bombardements aériens répétés menés par l'armée sur les civils, de manière aveugle et disproportionnée, ont démontré que l'on ne peut attendre de la junte qu'elle cesse d'attaquer la population civile, alors que ses agissements inhumains n'ont fait l'objet d'aucune réaction de la part de la communauté internationale.

Pour terminer, je tiens à dire qu'il est grand temps que le Conseil de sécurité veille à ce que le droit international humanitaire soit respecté et réagisse efficacement aux meurtres aveugles de civils perpétrés par la junte militaire. Je demande instamment au Conseil d'adopter, conformément à la volonté et aux aspirations du peuple du Myanmar, des mesures concrètes de suivi de la résolution 2669 (2022) et de donner une chance au rétablissement de la paix en mettant fin à l'impunité des militaires. Cela contribuera grandement non seulement au règlement de la crise actuelle, mais aussi à la réussite du processus de consolidation de la paix au Myanmar une fois le conflit terminé.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant du Liban.

M. Hitti (Liban) : Ma délégation est honorée, Monsieur le Président, de participer à cette séance historique pour votre pays, la Suisse, qui préside le Conseil de sécurité pour la première fois. Nous vous en félicitons et vous souhaitons nos vœux de succès.

Il y a un peu plus d'un siècle déjà, en 1902, Élie Ducommun et Charles-Albert Gobat, tous deux citoyens suisses, recevaient le prix Nobel de la paix. On ne peut donc que saluer votre décision, Monsieur le Président, de tenir un débat sur le renforcement de la confiance au service d'une paix, et d'une paix durable, à un moment où, il est vrai, la confiance des peuples envers les institutions internationales, envers les gouvernants, s'érode jour après jour, pour laisser place à une défiance qui elle s'accroît de jour en jour.

Créer la confiance implique de montrer l'exemple. C'est pour cela que le Conseil de sécurité se doit d'être

cohérent et juste dans le traitement de toutes les violations du droit international, ainsi que dans l'application de toutes les résolutions qu'il adopte. Renforcer la confiance implique aussi pour le Conseil une réforme, pour être plus représentatif et inclusif. Cela passe aussi par de réels actes de solidarité, au-delà des mots, donc, envers les États qui font face à eux seuls à des défis humanitaires considérables. Je mentionnerai ici la crise des déplacés dans ma région.

Force est de constater que trop souvent et pendant trop longtemps, la logique de soins palliatifs a prévalu dans le traitement des crises et des conflits. Or, cette logique est insuffisante pour aboutir à de vraies solutions permanentes. Que peut donc faire le Conseil pour s'attaquer aux causes profondes des crises mettant à mal la paix et la sécurité internationales ?

Comme mentionné dans la note de cadrage (S/2023/283, annexe), une approche inclusive est nécessaire. À cet égard, les exposés éclairants de ce matin par trois intervenants, des Nations Unies, de la jeunesse et du milieu universitaire n'ont fait que confirmer l'importance de mobiliser une variété d'acteurs pour bâtir la paix. Les acteurs locaux, les jeunes, les femmes, la société civile sont des forces vives qui ont aussi leur rôle à jouer dans toutes les étapes du processus de paix, de prévention et de résolution des conflits et des crises. Ce capital humain dans lequel il faut investir sans relâche est d'ailleurs ce qui fait la force du Liban. Le Conseil et tout le système des Nations Unies peuvent promouvoir leur rôle et les consulter davantage.

De plus, le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix devraient pouvoir se réunir et échanger plus régulièrement.

Par ailleurs, il arrive souvent que des plans nationaux ambitieux, élaborés à la suite de processus inclusifs, ne peuvent être mis en œuvre faute de moyens. L'ONU doit soutenir ces efforts nationaux par la mobilisation de ressources financières adéquates. C'est le cas en particulier du Fonds pour la consolidation de la paix, dont un financement prévisible et pérenne doit être garanti.

Le Conseil et les États Membres peuvent également s'appuyer sur les recommandations récentes du Conseil consultatif de haut niveau pour un multilatéralisme efficace, notamment celles ayant trait au rétablissement de la confiance dans le multilatéralisme par l'inclusion et la responsabilité. Tout cela peut contribuer à soutenir les efforts du Secrétaire général, notamment dans le cadre de sa proposition d'un Nouvel Agenda pour la paix.

À travers le monde, on le voit tous les jours, le contrat social entre les peuples et ceux qui sont censés répondre à leurs attentes semble rompu. Le Liban n'en est certainement pas exempt. Une certitude qui en ressort est que le lien de confiance ne pourra être instauré ou même restauré sans garantir un état de droit, avec des institutions nationales robustes et un respect des droits humains. L'état de droit est le ciment de la stabilité, du développement et d'une paix durable.

Le Président : Je donne maintenant la parole à la représentante du Malawi.

M^{me} Chimbiri Molande (Malawi) (*parle en anglais*) : Le Malawi vous félicite, Monsieur le Président, ainsi que votre pays, la Suisse, de cette présidence historique, et vous souhaite plein succès.

La République du Malawi est honorée de participer à cette séance, démontrant ainsi son attachement à la paix et à la sécurité internationales. En tant qu'État Membre, nous croyons en un ordre international fondé sur des règles. Ce débat public ne pouvait pas mieux tomber, et il est réconfortant que cette séance soit consacrée à la pérennisation des initiatives de maintien de la paix. Le fait que ce débat public alimentera également le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général est une occasion pour nous tous de formuler de nouvelles idées pour améliorer la fiabilité, la prévisibilité et la durabilité des processus de paix dans un monde de plus en plus complexe.

La République du Malawi partage l'opinion selon laquelle les efforts de paix doivent être transparents et fiables. C'est pourquoi nous estimons que le respect du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et d'autres instruments juridiques élaborés par d'autres acteurs multilatéraux et par l'Organisation des Nations Unies est un impératif, en toutes circonstances.

En application de ces instruments internationaux, nous appelons à l'harmonie, à l'égalité et à l'inclusion. Nous devons nous garder de créer des circonstances susceptibles d'amener certains États à jouer un rôle dominant, tandis que d'autres seraient soumis à un statut de partenaire subalterne. Nous devons tous garder à l'esprit que la clef d'une paix durable réside dans le fonctionnement harmonieux et efficace du Conseil de sécurité, qui doit tirer parti de son poids et de son influence pour garantir un ordre international fondé sur des règles. Les voix de toutes les régions doivent se faire entendre au sein du Conseil de sécurité, d'où la nécessité de le réformer.

Le Malawi est une nation éprise de paix et nous sommes pleinement conscients des dangers que les changements climatiques font peser sur notre population et sur les pays voisins. Dans notre pays récemment dévasté par un terrible cyclone, l'harmonie et la paix au sein des populations locales sont en jeu, des milliers de personnes ayant été déplacées. Tout comme les migrants, les populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays exigent de mettre en place des processus de paix et de développement transparents.

Le monde progresse sur le plan technologique, ce qui met en péril la paix et la sécurité. En conséquence, le monde est de plus en plus confronté à des menaces de cybersécurité et d'emploi d'armes nucléaires meurtrières. Notre position est que nous devons utiliser les nouvelles technologies à des fins pacifiques tout en gardant un œil sur les menaces qu'elles peuvent poser. L'ONU doit mettre en place des mécanismes de responsabilité pour gérer ces menaces.

Nous devons également renforcer la résilience de nos populations, en étant pleinement conscients du fait que les catastrophes anthropiques et climatiques continueront à créer des menaces existentielles. C'est pourquoi la confiance, la participation, le respect mutuel et les valeurs et normes partagées doivent constituer la pierre angulaire de l'ONU afin de concrétiser le lien qui existe entre l'action humanitaire, la paix et le développement. En tant qu'États Membres de l'ONU et représentants de nos peuples, il est crucial que nous tirions parti de nos capacités multilatérales et de celles de l'ONU pour prévenir et régler les conflits dans le monde entier, aujourd'hui et à l'avenir.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant du Bahreïn.

M. Alrowaiei (Bahreïn) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à saluer la présidence de la présente séance par S. E. M. Ignazio Cassis, Conseiller fédéral et Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse. Je félicite la délégation suisse de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet important débat public sur le renforcement de la confiance pour établir une paix durable, en particulier à la lumière des crises multiples et intriquées auxquelles le monde est confronté et qui menacent la paix et la sécurité internationales. Je ne saurais manquer de remercier M. Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que les autres intervenants de leurs exposés édifiants.

La poursuite des conflits armés dans différentes régions du monde, ainsi que les nouveaux risques croissants, tels que les changements climatiques, l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins malveillantes, la prolifération des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive et l'instabilité, sont autant d'éléments qui démontrent l'impératif d'une action et d'une coopération multilatérales pour mettre fin aux guerres et régler les conflits par des moyens pacifiques. Nous devons également lutter contre le terrorisme et l'extrémisme et régler tous les problèmes politiques et socioéconomiques susceptibles d'alimenter les conflits, les différends et la haine.

Le Royaume de Bahreïn estime que le principal pilier du règlement des conflits régionaux et internationaux est le respect des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, tels qu'ils y sont énoncés, dont les plus importants sont le respect de la souveraineté des États et du droit international ; la non-ingérence dans les affaires intérieures des États ; et le renforcement des piliers que sont le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le développement durable et les droits de l'homme. Nous devons également nous mettre d'accord sur des mécanismes plus efficaces pour prévenir des conflits futurs et régler les différends avant qu'ils ne dégénèrent en violence. C'est pourquoi le Royaume de Bahreïn continue à réaffirmer le rôle primordial de la promotion des valeurs de tolérance, de respect mutuel et de dialogue dans la prévention des conflits, le maintien de la sécurité et le renforcement de la coopération et de la confiance entre les États.

L'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, en tant qu'organe ayant la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, est un élément essentiel pour la promotion de la coexistence pacifique, du dialogue entre les cultures et les civilisations, de la solidarité humaine, de la stabilité et de la protection des droits de l'homme, ainsi que pour la coordination des opérations d'aide humanitaire, des efforts de développement et de l'action climatique. En conséquence, la complexité et l'évolution des conflits actuels et émergents dans le monde appellent des efforts renouvelés et des réponses efficaces de la part du Conseil de sécurité, par l'adoption d'approches transparentes, constructives et coopératives entre les États, tout en gardant à l'esprit le rôle primordial joué par les organisations et acteurs régionaux s'agissant de traiter les questions importantes, en s'attachant à désamorcer les conflits et en réglant les différends par le dialogue et les moyens diplomatiques.

Pour terminer, le Royaume de Bahreïn partage les préoccupations de la communauté internationale et son intérêt pour la proposition du Secrétaire général d'adopter un Nouvel Agenda pour la paix. Nous réaffirmons notre appui à un partenariat international visant à promouvoir la paix, le dialogue et la coexistence pacifique ; à protéger et promouvoir les droits de l'homme et les efforts de développement durable au profit de l'humanité ; et à intensifier nos efforts communs pour affronter et surmonter ensemble tous les défis liés au maintien de la paix et de la sécurité.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de la Grèce.

M. Sekeris (Grèce) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de féliciter la Suisse de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours et de l'organisation de ce débat, qui tombe à point nommé.

Je voudrais également m'associer à la déclaration faite par l'Union européenne et formuler les observations supplémentaires suivantes à titre national.

« Renforcer la confiance pour établir une paix durable » est un sujet très important, qui doit être examiné de manière exhaustive et approfondie. En définitive, la confiance et la paix vont de pair, comme nous ne le savons que trop bien au vu des efforts collectifs que nous déployons pour parvenir à la paix, à la stabilité et à la prospérité dans le monde entier. Dans la perspective de l'élaboration du Nouvel Agenda pour la paix, qui définira de nouvelles réponses et renforcera la prévention des menaces anciennes et nouvelles qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, la confiance doit être placée au cœur de ce projet. Mon pays, qui a salué dès le départ l'ambitieux rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982) comme une étape importante vers le renforcement de l'efficacité de l'ONU et qui a souligné comme étant une priorité le Nouvel Agenda pour la paix, ne ménagera aucun effort à cette fin.

À cet égard, dans le cadre du débat d'aujourd'hui, je voudrais m'attarder sur trois dimensions : les cadres normatifs, l'inclusion et la confiance par l'établissement de faits crédibles. En ce qui concerne les cadres normatifs, la confiance est une question de prévisibilité, et la communauté internationale dispose d'un excellent outil normatif : le droit international et la Charte des Nations Unies. Nous devons concentrer nos efforts sur le respect des principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies, y compris le règlement pacifique des différends, ainsi que l'obligation faite à tous les États Membres

de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre d'autres Membres.

En effet, dans nos efforts de renforcement de la confiance, il est indispensable de revenir aux fondamentaux et de donner un nouvel élan à l'attachement des Membres à ces principes essentiels, en particulier à une époque où les fondements de notre système multilatéral sont continuellement attaqués, ce dont nous sommes tous conscients, notamment par une interprétation erronée du droit international.

Un aspect particulier des cadres normatifs, qui est d'ailleurs un exemple typique, concerne la sûreté maritime. La sécurité des mers et des océans est essentielle à la croissance bleue, à la sécurité énergétique, aux opérations d'approvisionnement et à la réalisation du développement durable. Les activités illégales en mer, telles que la piraterie, les actes terroristes, le trafic d'armes et la traite des êtres humains, constituent des menaces majeures pour la sûreté maritime. Cette interconnexion nécessite une approche intégrée, notamment par l'application du droit de la mer et de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, seul cadre juridique et institutionnel régissant les océans et les mers du monde.

En ce qui concerne l'inclusion, il est indispensable d'appuyer et de renforcer les efforts déployés par l'ONU pour placer les femmes et les filles au cœur des politiques de sécurité, en faisant fond sur le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. La représentation égale des femmes dans les processus décisionnels, y compris dans les processus de paix, demeure un facteur de progrès décisif dans nos efforts collectifs pour parvenir à une paix et à un développement inclusifs et durables. Il est indispensable de prévenir et de combattre la violence sexuelle en temps de conflit, de veiller à ce que les auteurs soient tenus de rendre des comptes et à ce que les survivantes puissent être aidées et se rétablir, et de renforcer la participation des femmes et leur rôle moteur en tant qu'agentes du changement dans les efforts de règlement des conflits, de consolidation de la paix et de médiation en vue d'instaurer une confiance durable en renforçant l'inclusion.

Dernier point mais certainement pas le moindre, nous célébrons aujourd'hui le trentième anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse. On ne soulignera jamais assez le rôle de la liberté des journalistes dans l'établissement de faits crédibles pour nous guider dans nos efforts collectifs en faveur de la paix et de la prospérité. Une presse libre révèle la vérité. Elle joue un rôle essentiel dans le recensement des violations des droits de

l'homme et atteintes à ces droits et la promotion de l'application du principe de responsabilité pour ces dernières, et oblige les personnes en position d'autorité à rendre des comptes. Les journalistes et les professionnels des médias jouent un rôle primordial dans la circulation des informations, des opinions et des idées et sont indispensables à l'édification de sociétés inclusives et tolérantes, promouvant en même temps la compréhension et la coopération. Or, nous assistons aujourd'hui à une augmentation très inquiétante de la désinformation, des discours polarisants et des attaques féroces contre les informations factuelles, en ligne et hors ligne, ce qui conduit, à terme, à l'érosion de la confiance et ouvre la voie à une plus grande confusion, qui est le premier carburant de la crise.

Coprésidente, avec la France et la Lituanie, du Groupe des Amis pour la protection des journalistes, qui comprend 27 États membres, la Grèce est fermement attachée aux principes d'une presse libre, indépendante et pluraliste et à la garantie de la sécurité et de la protection des journalistes et des travailleurs des médias dans le monde entier.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Azerbaïdjan.

M. Gusman (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter la délégation suisse de son accession à la présidence du Conseil de sécurité et à la remercier d'avoir organisé cet important débat public.

Alors que les Membres de l'ONU ont entamé des discussions informelles sur la proposition du Secrétaire général relative à un Nouvel Agenda pour la paix, nous attendons avec intérêt les résultats de ces discussions, qui seront l'occasion de répondre aux menaces, quelle que soit la forme qu'elles revêtent et dans tous les domaines, et de réfléchir à notre attachement collectif à la Charte des Nations Unies et au multilatéralisme.

Je voudrais me pencher brièvement sur certains sujets de préoccupation, qui, selon nous, doivent être pris en compte pour déterminer les contributions éventuelles au processus et les moyens de renforcer l'action nationale et multilatérale.

La sélectivité, le deux poids, deux mesures et le non-respect persistant des obligations internationales qui en découle, ainsi que l'inadéquation des mécanismes de sécurité internationaux, ont compté et continuent de compter parmi les principaux obstacles à la lutte contre les menaces actuelles et émergentes et à la promotion plus efficace de la confiance, de la prévisibilité et de la consolidation de la paix.

Étant donné que ce débat public, parmi ses objectifs, nous donne l'occasion d'examiner le rôle des cadres normatifs internationaux, il est essentiel, avant tout, de rejeter les interprétations erronées, de souligner qu'il n'y a pas de conflit entre les normes et principes communément acceptés et de réaffirmer le devoir de mettre en œuvre les obligations internationales de bonne foi.

Les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies sont universellement contraignants et doivent être appliqués de manière cohérente et non sélective. La pierre angulaire de tous ces efforts est et doit rester l'État. Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale est essentiel pour progresser sur la voie de la prévention des conflits ; du rétablissement et du maintien de la paix ; de la création d'avantages mutuels pacifiques entre les nations ; du renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; de la protection de la sécurité humaine et de la promotion d'un développement économique et social durable.

En outre, l'obligation de rendre des comptes est un moyen de prévention important et un élément essentiel du processus visant à adopter une approche à long terme pour façonner un avenir plus pacifique, plus juste et plus inclusif. La justice est un fondement essentiel de la consolidation et de la pérennisation de la paix ainsi que d'un ordre international pacifique.

Il est également capital que l'ONU continue de mobiliser le monde contre le racisme et de lutter contre les discours de haine, la haine sous toutes ses formes, la désinformation, la désinformation et l'incitation à la division, à la violence et à l'extrémisme.

Le dialogue entre les religions et les cultures aux niveaux national et international est l'un des principaux moyens permettant d'atteindre les objectifs généraux de consolidation de la paix, de pérennisation de la paix et de réconciliation. À cet égard, nous reconnaissons le rôle important joué par l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies.

Renforcer la solidarité mondiale, le multilatéralisme et les efforts communs, sur la base de la Charte des Nations Unies et du droit international, est le moyen le plus efficace d'atteindre les objectifs de paix, de développement durable inclusif et de respect des droits humains pour tous et toutes.

L'appui aux pays touchés par des conflits et engagés dans la consolidation de la paix, la reconstruction, le relèvement et la réintégration après les conflits est et doit demeurer une mission essentielle pour l'ensemble

du système des Nations Unies. Cet appui et cette solidarité sont essentiels pour mon pays, l'Azerbaïdjan, et pour de nombreux États dans le monde qui s'efforcent de surmonter les conséquences de guerres dévastatrices, d'agressions, d'occupations et de nettoyages ethniques.

Pour terminer, nous estimons qu'il importe de renforcer les partenariats stratégiques et opérationnels entre l'ONU, les gouvernements et les autres parties prenantes clefs, dans le respect de la souveraineté nationale et compte dûment tenu des priorités et des politiques des États.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à la représentante du Cambodge.

M^{me} Eat (Cambodge) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter la Suisse de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai. Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui sur le thème important du renforcement de la confiance pour établir une paix durable. Je remercie sincèrement tous les intervenants et tous les orateurs qui ont pris la parole avant moi de leurs observations et de leurs vues, que je trouve toutes relativement justifiées.

L'application des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies est absolument fondamentale pour maintenir une paix et une sécurité universelles et favoriser le développement humain, et tous les membres de cet organe ont à maintes reprises réaffirmé leur attachement à ces principes. Pourtant, des guerres et des conflits armés continuent d'éclater à l'intérieur des États Membres et entre eux. Il est évident que les États Membres de l'ONU ont des interprétations très différentes des principes qui sous-tendent la paix et la coexistence pacifique. La fragilité actuelle de la paix mondiale montre également qu'il existe un énorme déficit de confiance à tous les niveaux et que l'esprit de solidarité internationale s'érode.

Néanmoins, le fait que nous soyons tous réunis ici pour débattre des causes profondes de l'érosion de la confiance et de la meilleure approche à adopter pour la rétablir et la consolider montre que nous avons foi dans le multilatéralisme et l'action collective en vue de préserver et de bâtir un monde où toutes les nations, grandes et petites, peuvent jouir de la paix, de la sécurité et du développement socioéconomique. Pour les petits États tels que le Cambodge, le multilatéralisme et le principe du respect mutuel constituent notre meilleure défense.

L'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, a un rôle important à jouer pour garantir que ses membres ont confiance dans le multilatéralisme et que les principes,

règles et normes sont appliqués comme les pays s'y sont engagés et de façon équitable pour tous et toutes. Il est également crucial que les préoccupations de chaque nation soient prises en compte de manière équitable et que les moyens pacifiques et la diplomatie restent l'option primant sur toutes les autres pour remédier aux conflits et répondre aux préoccupations.

Les conditions de paix, de sécurité et de développement dans mon pays, le Cambodge, aujourd'hui et à des époques antérieures de notre mémoire vivante, sont un exemple de l'influence que la confiance et un grave affaiblissement de la confiance, au niveau national et international, peuvent avoir sur une nation et sa capacité à contribuer à la paix et au développement régionaux et mondiaux.

Enfin, je m'associe aux autres orateurs qui ont exprimé leur appui à la proposition du Secrétaire général en faveur d'un Nouvel Agenda pour la paix. Nous devons promouvoir et mettre en oeuvre un processus inclusif pour dégager un consensus et surmonter les divisions dans nos approches de la paix, de la sécurité et du développement, afin de construire un monde pacifique et durable pour les générations futures.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Argentine.

M^{me} Squeff (Argentine) (*parle en espagnol*) : Alors que les nouvelles formes de conflit exigent des solutions innovantes, les États qui parviennent à mettre fin à un conflit ne parviennent souvent pas à pérenniser la paix obtenue. En effet, un grand nombre de ces conflits éclatent dans des pays qui étaient déjà en guerre ; le taux de rechute a augmenté chaque décennie depuis 1960. L'analyse empirique de huit décennies de crises internationales montre que les efforts de rétablissement de la paix sont souvent couronnés de succès à court terme sans que l'on parvienne à instaurer une paix à long terme.

Depuis que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté des résolutions historiques et sans précédent sur la pérennisation de la paix en avril 2016, les États Membres ont commencé à réfléchir au sens de ce concept. L'Argentine a appuyé l'élaboration du concept de pérennisation de la paix, lequel s'entend comme un processus continu qui fait intervenir le système de consolidation de la paix non seulement dans la phase d'après-conflit, mais aussi avant et pendant les conflits. Il repose sur une approche globale qui doit tenir compte de la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des conflits, notamment par le renforcement de l'état de droit, la promotion d'une

croissance économique durable et l'élimination de la pauvreté, ainsi que le développement social, la promotion de la démocratie et le respect des droits humains.

La prévention des conflits est la première étape de l'architecture de paix. Dans le cadre même de la diplomatie préventive, la communauté internationale doit concentrer ses efforts sur le développement des institutions et le renforcement des capacités dans les États en situation de conflit potentiel ou imminent. Cette étape est également essentielle pour garantir une transition réussie d'un conflit à une paix durable. Le renforcement de la résilience des États, la mise en place d'institutions légitimes, responsables et efficaces et la consolidation de l'état de droit sont des efforts à long terme dont les États doivent assumer la direction et la responsabilité, avec un appui international soutenu.

Le Conseil de sécurité a un rôle crucial à jouer dans l'appui à la diplomatie préventive. Ces dernières années, il a renforcé son engagement et sa souplesse pour contrer des menaces émergentes avant qu'elles ne prennent trop d'ampleur et figurent officiellement à son ordre du jour. Par son action, le Conseil peut envoyer des signaux importants qui contribuent à décourager la violence et à ouvrir une voie de dialogue entre les belligérants, ce qui facilite, par exemple, le travail du Secrétaire général ou de ses envoyés spéciaux dans le cadre des missions de bons offices.

De nombreux accords de cessez-le-feu et de paix échouent initialement. Lorsqu'on n'accorde pas une attention suffisante aux besoins des sociétés sortant d'un conflit, les conséquences sont graves pour toutes les parties concernées. C'est pourquoi la consolidation de la paix vise non seulement à régler les conflits, mais aussi à établir des sociétés, des institutions, des politiques et des relations qui soient mieux à même de pérenniser la paix et la justice.

L'inclusion est un autre aspect crucial d'une paix pérenne. Les processus et les efforts de prévention et de règlement des conflits et de consolidation de la paix doivent impliquer tous les secteurs de la société. Les femmes doivent jouer un rôle actif dans toutes les initiatives de prévention et de règlement des conflits et de consolidation de la paix après les conflits. Il a été établi qu'il existe un lien entre l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres et la paix et la stabilité dans les sociétés. Plus particulièrement, lorsque les femmes influent sur les décisions prises au sein de leur communauté, les crises ont plus de chances d'être réglées sans recourir à la violence.

De larges consultations et des mécanismes participatifs qui n'excluent aucun groupe ou segment de la société permettent d'asseoir la légitimité de l'État et d'instaurer la confiance entre tous les citoyens. Au contraire, l'absence d'inclusion constitue une menace pour les processus de paix et de réconciliation et la stabilité de l'État lui-même. La participation de tous les citoyens à la consolidation de la paix permet de parvenir à des accords inclusifs et à une paix et à une stabilité durables.

Enfin, pour que la transition d'un conflit à la paix soit couronnée de succès, il faut que la justice et le principe de responsabilité soient traités avec le plus grand sérieux. La justice est un élément essentiel de la réconciliation. L'incapacité des gouvernements à garantir la justice et à mettre fin à l'impunité risque de saboter les efforts de consolidation de la paix et, à terme, de raviver les conflits.

Face aux nouveaux défis mondiaux, nous devons nous demander quels sont les structures et les mandats de l'ONU les plus appropriés pour le règlement des conflits dans le cadre de la pérennisation de la paix. La transition de la guerre à la paix n'est pas un exercice technique, mais un processus hautement politique qui doit combiner différents principes, priorités et approches. À cet égard, la coordination entre les principaux organes de l'ONU est primordiale, car elle permet d'éviter d'agir en vase clos et d'assurer la cohérence systémique des stratégies de consolidation de la paix.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Colombie.

M^{me} Tickner (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, ainsi que les membres du Conseil de sécurité d'avoir organisé la présente séance. La Colombie accueille favorablement cette discussion, qui s'avère très intéressante au vu du projet de « paix totale » mis au point par le Gouvernement de Gustavo Petro Urrego. Je saisis cette occasion pour remercier le Conseil de sécurité de son soutien et de sa reconnaissance des progrès accomplis par mon pays en vue d'instaurer une paix stable et durable.

Je voudrais réaffirmer la volonté de la Colombie de mettre son expérience nationale à la disposition de l'ONU en tant que référence pour les autres pays dans lesquels il convient d'encourager et de créer les conditions propices à la transition d'un conflit armé à la maîtrise de la violence. Dans cette optique, je voudrais partager brièvement quelques idées de la Colombie concernant le lien entre la

consolidation de la paix et l'inclusion, dans le cadre d'une action plus efficace du Conseil de sécurité.

Premièrement, l'inclusion est l'axe transversal incontestable du lien entre le développement et la paix. Il est indispensable d'écouter les voix de l'ensemble de la société pour garantir la pérennité du développement et de la paix. Cela signifie que les politiques nationales ne peuvent pas être imposées depuis la capitale, mais doivent être élaborées à partir des régions. Conscient de cette nécessité d'articuler le tissu socioéconomique et politique, le Gouvernement colombien estime que la participation sociale non seulement légitime les initiatives de renforcement de l'état de droit, mais garantit également leur durabilité dans le temps. La voix des femmes, des jeunes, des membres de la communauté LGBTQI+, des peuples autochtones et des populations d'ascendance africaine est essentielle dans le cadre de tout effort entrepris par l'ONU.

Deuxièmement, la mise en place d'institutions fortes et efficaces requiert également des mécanismes inclusifs. Par conséquent, l'un des messages centraux du Président Petro Urrego et de la Vice-Présidente Francia Márquez est que « le changement se fait avec les femmes ». Mue par cette ambition, la Colombie procède actuellement à l'élaboration de son premier plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité, un document élaboré en concertation non seulement avec les institutions étatiques, mais également avec la société civile, le milieu universitaire et les femmes elles-mêmes sur le terrain.

Troisièmement, comme le démontre le cas colombien, il est fondamental de pouvoir compter sur le soutien politique, technique et financier de la communauté internationale et des banques régionales pour avancer sur le chemin de la paix grâce à des instruments multilatéraux qui permettent d'assurer la viabilité des projets visant la réalisation de cet objectif et contribuent au développement durable. Au cours de notre mandat à la Commission de consolidation de la paix, qui a pris fin en décembre 2022, nous avons adopté cette approche collaborative, en gardant à l'esprit que le soutien de la communauté internationale est un outil essentiel.

La fonction consultative de la Commission auprès du Conseil de sécurité doit être constante et viser à intégrer, comme partie essentielle des recommandations et des mesures définies dans le cadre des « formations », les enseignements tirés des transitions réussies vers la paix. C'est pourquoi, et je conclurai sur ce point, la Colombie souscrit et participe activement au processus d'examen

quinquennal du dispositif de consolidation de la paix, qui sera présenté en 2025, dans le cadre d'une approche globale garantissant une prise de décision plus efficace et plus rapide par la Commission de consolidation de la paix, ainsi que par le Fonds pour la consolidation de la paix. De cette manière, la consolidation de la paix serait renforcée en tant que plateforme où les expériences nationales convergent sur des questions telles que la justice transitionnelle, le désarmement, la réintégration et la démobilisation, qui sont toutes essentielles pour surmonter les conflits.

La Présidente : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arménie.

M. Hakobyan (Arménie) (*parle en anglais*) : Nous nous associons aux félicitations adressées à la Suisse pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité. Nous vous remercions, Madame la Présidente, d'avoir organisé cet important débat aujourd'hui. Nous savons également gré à M. Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi qu'aux autres intervenantes, pour leurs précieuses contributions.

Les défis croissants à la paix et à la sécurité internationales sont assurément préoccupants et appellent à un renforcement de la coopération internationale. Le Conseil de sécurité doit être en mesure d'assumer les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et de prendre toutes les mesures requises au nom de l'ensemble des Membres de l'Organisation pour maintenir la paix et la sécurité dans le monde.

Pour garantir la paix à l'avenir, il convient de donner un nouveau souffle au programme de prévention, à la consolidation de la paix et à l'instauration d'un climat de confiance. Des efforts doivent être déployés pour assurer une plus grande participation des femmes et des jeunes, lutter contre toutes les formes de violence et de discrimination et renforcer les capacités de contrôle au niveau international.

Les droits humains et les libertés fondamentales doivent être placés au cœur des efforts internationaux, en accordant une attention particulière à la protection des civils en situation de vulnérabilité, notamment ceux qui sont touchés par les conflits.

Le respect de l'état de droit dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité internationales est essentiel à la réalisation des droits à la vérité, à la justice, à la réparation et aux garanties de non-répétition des abus de confiance et des atteintes à la paix internationale. C'est souvent la non-application du principe de responsabilité

pour les actes répréhensibles qui engendre davantage de violence et sème la discorde. L'ONU et ses organes principaux, en particulier le Conseil de sécurité et la Cour internationale de Justice, jouent un rôle central dans la promotion de la justice et du principe de responsabilité, ainsi que dans le maintien de la foi dans l'état de droit parmi les nations.

Pour instaurer la confiance, les accords précédemment conclus et les engagements internationaux doivent être mis en œuvre de bonne foi et dans leur intégralité. Les antécédents notoires de l'Azerbaïdjan en matière de non-respect des traités, accords et régimes internationaux de maîtrise des armements et son refus constant de mettre en œuvre des mesures de confiance et de sécurité au fil des ans démontrent clairement son intention de déclencher de nouvelles hostilités dans notre région. J'en veux pour preuve l'offensive de grande ampleur qu'il a lancé contre le Haut-Karabakh en 2020. Malheureusement, l'absence de réaction adéquate des instances internationales a permis à l'Azerbaïdjan de poursuivre ses politiques agressives.

Cela fait presque cinq mois que l'Azerbaïdjan a mis en place un blocus effectif du corridor de Latchine, la seule route vitale qui relie le Haut-Karabakh à l'Arménie et au monde extérieur. En outre, le 23 avril, l'Azerbaïdjan a installé un point de contrôle dans le corridor, violant ainsi la déclaration trilatérale sur le cessez-le-feu du 9 novembre 2020, et faisant fi des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice, selon lesquelles l'Azerbaïdjan doit prendre toutes les mesures à sa disposition pour assurer la libre circulation des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine, dans les deux sens. Les violations continues, par l'Azerbaïdjan, du droit international et de ses engagements antérieurs, ainsi que son comportement belliciste et agressif, ne doivent pas être tolérés par le Conseil ni par la communauté internationale dans son ensemble.

Afin de parvenir à une paix durable, il est tout aussi important d'assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave aux zones de conflit par l'ONU, conformément aux principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, ainsi que de garantir le retour librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité des populations déplacées, et la préservation du patrimoine culturel et religieux.

Nous estimons que le Nouvel Agenda pour la paix offre une occasion idoine de s'attaquer à ces problèmes et à d'autres défis multidimensionnels de notre époque, ainsi

que de renforcer l'éventail d'outils de prévention dont dispose l'Organisation des Nations Unies.

La Présidente : Le représentant de l'Azerbaïdjan a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je la lui donne.

M. Gusman (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Nous ne répondrons pas aux insinuations du représentant de l'Arménie.

L'Azerbaïdjan est fermement déterminé à réhabiliter, à reconstruire et à réintégrer ses territoires touchés par le conflit, à assurer un retour en toute sécurité et dans la dignité des réfugiés et des personnes déplacées, à faire

progresser le programme de normalisation dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et du bien-être de tous les peuples de notre région, ainsi qu'à prévenir et à éliminer, par tous les moyens légitimes, toute menace pesant sur la sécurité et le bien-être de son peuple et sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État.

En se fondant sur cette position, l'Azerbaïdjan participe, dans un esprit constructif, aux pourparlers qui se tiennent actuellement à Washington. Dans ce contexte, nous rejetons catégoriquement toutes les tentatives des représentants de l'Arménie de propager des discours mensongers et de susciter l'animosité.

La séance est levée à 18 h 55.